



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/1980/6/Add.34
15 novembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1984

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports présentés par les Etats parties au Pacte en ce qui concerne
les droits faisant l'objet des articles 10 à 12, conformément à la
résolution 1988 (LX) du Conseil

INDE

[30 mai 1983]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 3	2
I. ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA FAMILLE, DE LA MERE ET DE L'ENFANT	4 - 46	5
A. Protection de la famille	4 - 9	5
B. Protection de la mère	10 - 18	6
C. Protection des enfants et des adolescents	19 - 46	8
II. ARTICLE 11 : DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT	47 - 152	15
A. Droit à une alimentation suffisante	48 - 114	16
B. Droit à un vêtement suffisant	115 - 124	39
C. Droit au logement	125 - 152	42
III. ARTICLE 12 : DROIT A LA SANTE PHYSIQUE ET MENTALE	153 - 209	51

INTRODUCTION

1. Les articles 10 à 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels concernent la protection de la famille, de la mère et de l'enfant, le droit à un niveau de vie suffisant et le droit à la santé physique et mentale. La Constitution de l'Inde énonce, dans ses quatrième et troisième parties respectivement, des principes directeurs de la politique d'Etat et des droits fondamentaux qui intéressent ces dispositions du Pacte. Toutes les lois promulguées tant par le Gouvernement central de l'Inde que par les gouvernements des Etats en ce qui concerne les droits faisant l'objet des articles 10 à 12 du Pacte international s'appuient sur la Constitution, dont on trouvera les dispositions pertinentes ci-après :

Article 38 (1)

"L'Etat s'efforcera de promouvoir le bien-être de la population en assurant et en protégeant aussi efficacement que possible un ordre social dans lequel la justice sociale, économique et politique inspirera toutes les institutions de la vie nationale."

Article 38 (2)

"L'Etat s'efforcera en particulier de réduire les inégalités de revenus et d'éliminer les inégalités de statut, d'avantages et de chances, non seulement entre les individus mais également entre les groupes de population, résidant dans des régions différentes ou exerçant des métiers différents."

Article 39

"L'Etat, dans sa politique, s'efforcera en particulier de faire en sorte :

a) Que les citoyens, hommes et femmes indistinctement, aient droit à des moyens d'existence convenables;

b) Que la propriété et le contrôle des ressources matérielles de la collectivité soient distribués de façon à assurer au mieux le bien commun;

c) Que le fonctionnement du système économique n'aboutisse pas à la concentration des richesses et des moyens de production au détriment de l'intérêt commun;

d) Que le salaire soit égal pour un travail égal, pour les hommes comme pour les femmes;

e) Qu'il ne soit pas abusé des forces et de la santé des travailleurs, hommes, femmes et enfants en bas âge, et que les citoyens ne soient pas contraints par les nécessités économiques de se livrer à des travaux ne convenant pas à leur âge ou à leurs forces;

f) Que l'enfance et la jeunesse soient protégées contre l'exploitation et contre l'abandon moral et matériel."

/...

Article 42

"L'Etat prendra des dispositions pour assurer des conditions de travail justes et humaines, et l'assistance à la maternité."

Article 43

"L'Etat s'efforcera de garantir, par une législation appropriée ou par une organisation économique, ou par tout autre moyen, à tous les travailleurs, de l'agriculture, de l'industrie ou autres, un travail, un salaire vital, des conditions de travail assurant un niveau de vie décent et la pleine jouissance du loisir et des activités de société et de culture intellectuelle, et, en particulier, l'Etat s'efforcera de promouvoir les industries à domicile sur une base individuelle ou coopérative, dans les régions rurales."

Article 47

"L'Etat considérera comme l'un de ses devoirs essentiels d'élever le niveau de l'alimentation et le niveau de vie de la population, et d'améliorer la santé publique, et, en particulier, l'Etat s'efforcera d'établir la prohibition, sauf à des fins médicales, des boissons provoquant l'ébriété et des drogues qui sont préjudiciables à la santé."

Les articles 23 et 24 de la Constitution sont ainsi libellés :

Article 23

"1. Le trafic de personnes humaines, le begâr et autres formes similaires de travail forcé sont interdits et toute contravention à cette disposition constituera un délit punissable conformément à la loi.

2. Rien dans cet article n'empêchera l'Etat d'imposer le service obligatoire pour des raisons d'intérêt public. En imposant ce service, l'Etat ne fera aucune discrimination de race, de religion, de caste ou de classe."

Article 24

"Aucun enfant de moins de quatorze ans ne devra être employé à un travail en usine ou dans une mine, ni à aucune occupation dangereuse."

2. Outre les dispositions constitutionnelles, reproduites ci-dessus, certaines lois visent à assurer le respect des droits faisant l'objet des articles 10 à 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il s'agit des lois suivantes :

- a) Employment of Children Act, 1938 (Loi sur l'emploi des enfants;
- b) Minimum Wages Act, 1948 (Loi relative au salaire minimum);
- c) Workmen's Compensation Act, 1923 (Loi sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles);

/...

- d) Maternity Benefit Act, 1961 (Loi sur les allocations de maternité);
- e) Prevention of Food Adulteration Act, 1954 (Loi sur la prévention des fraudes alimentaires);
- f) Vaccination Act, 1980 (Loi sur la vaccination);
- g) Epidemic Diseases Act, 1897 (Loi sur les épidémies);
- h) Lepers Act, 1898 (Loi relative aux lépreux);
- i) Hindu Marriage Act, 1955 (Loi sur le mariage entre hindous);
- j) Special Marriage Act, 1954 (Loi spéciale sur le mariage);
- k) Indian Christian Marriage Act, 1872 (Loi sur le mariage entre Indiens de religion chrétienne);
- l) Indian Divorce Act, 1869 (Loi sur le divorce en Inde);
- m) Child Marriage (Restraint) Act, 1929 (Loi sur la prohibition du mariage des enfants);
- n) Factories Act, 1948 (Loi sur le travail dans les usines);
- o) Mines Act, 1952 (Loi sur les conditions de travail dans les mines);
- p) Merchant Shipping Act, 1958 (Loi sur la marine marchande);
- q) Motor Transport Workers Act, 1951 (Loi sur l'emploi dans les transports automobiles);
- r) Plantation Labour Act, 1951 (Loi sur les conditions de travail dans les plantations);
- s) Beedi and Cigar Workers (Conditions of employment) Act, 1966 (Loi sur les conditions d'emploi des travailleurs employés à la fabrication de beedies et de cigares);
- t) Children's (Pledging of Labour) Act, 1933 (Loi interdisant la mise en gage de la force du travail des enfants);
- u) Apprentices Act, 1961 (Loi sur l'apprentissage);
- v) Shops and Establishments Act (Loi sur les conditions de travail dans les boutiques et les établissements commerciaux);
- w) Children's Act, 1960 (Loi sur l'enfance);
- x) Suppression of Immoral Traffic in Women and Girls Act, 1956 (Loi sur l'élimination de la traite immorale de femmes et de jeunes filles);

/...

- y) Reformatory Schools Act, 1897 (Loi sur les maisons de redressement);
- z) Rent Control Act (Loi sur le contrôle des loyers);
- aa) Urban Land (Ceiling and Regulation) Act, 1976 (Loi sur la propriété foncière dans les villes (plafond et réglementation)).

3. Quelques autres lois ont été votées et il en sera fait état ci-après dans les sections correspondant aux questions spécifiques visées dans les articles du Pacte.

1. ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA FAMILLE, DE LA MERE ET DE L'ENFANT

A. Protection de la famille

4. La Constitution indienne garantit pleinement le caractère sacré et la protection de la famille. L'Inde étant composée de plusieurs communautés distinctes par la religion, les moeurs et la culture, le mariage au sein des diverses communautés est régi par les lois de celles-ci et par la législation pertinente adoptée par le Parlement indien. En vue de réglementer le mariage, le Gouvernement indien a promulgué les lois suivantes : le Hindu Marriage Act de 1955, modifié par le Marriage Laws (Amendment) Act de 1976 (loi portant modification de la législation sur le mariage), le Special Marriage Act de 1955 portant modification de l'Indian Christian Marriage Act de 1872, l'Indian Divorce Act de 1869, et le Child Marriage (Restraint) Act de 1929.

5. La nécessité du consentement aux fins du mariage est prescrite par les lois des diverses communautés. Pour les hindous, la nécessité du consentement aux fins du mariage est entre autres consacrée dans le Hindu Marriage Act de 1955. Certaines des modifications apportées à cette loi en 1976 sont importantes et méritent d'être notées; il s'agit notamment des réformes suivantes :

- a) Libéralisation des motifs de divorce et de séparation judiciaire;
- b) Octroi aux tribunaux du pouvoir discrétionnaire de prononcer la séparation judiciaire au lieu du divorce dans les cas appropriés;
- c) Suppression du délai d'un an imposé à la femme divorcée avant de pouvoir se remarier;
- d) Réduction de deux à un an du délai préalable à la demande en divorce en cas de séparation judiciaire;
- e) Réforme de la procédure destinée à faciliter et accélérer le règlement des affaires matrimoniales.

6. La situation des musulmans, qui sont assujettis à leurs propres lois, n'est pas différente. En droit musulman, tout musulman sain d'esprit ayant atteint l'âge de la puberté peut contracter mariage. En général, est réputée pubère toute personne âgée de 15 ans révolus. De même, en vertu du Christian Marriage Act, le mariage entre chrétiens est, en Inde, fondé sur le libre consentement.

/...

7. Le mariage contracté devant un officier d'état civil est régi par le Special Marriage Act et doit être fondé sur le libre consentement.

8. Le Child Marriage (Restraint) Act de 1929 a fait l'objet en 1978 d'une modification qui a porté l'âge légal du mariage de 15 à 18 ans pour les filles et de 18 à 21 ans pour les garçons. La violation de ces dispositions constitue désormais une infraction.

9. Le champ d'application de l'Equal Remuneration (loi sur l'égalité de rémunération) de 1976, qui devait progressivement s'appliquer à différentes catégories d'emplois et d'industries, a été élargi à tous les types d'emploi. Cette loi prévoit également a) la création de comités consultatifs chargés de conseiller le gouvernement quant aux moyens de développer l'emploi des femmes; et b) la création d'organismes chargés d'examiner les réclamations, plaintes et recours formulés en vertu de la loi et d'assurer que celle-ci est correctement appliquée.

B. Protection de la mère

10. La Maternity Benefit Act de 1961 a été modifié en 1976 afin de protéger les femmes qui ne bénéficiaient pas des dispositions de l'Employees' State Insurance Act (1948) (loi sur l'assurance nationale des salariés). A l'heure actuelle, chacune de ces lois prévoit le versement d'une allocation de maternité égale au salaire journalier moyen pendant une période maximum de 12 semaines en cas d'accouchement, de six semaines en cas de fausse couche et d'un mois en cas de maladie liée à la grossesse, etc. Ces textes interdisent également de licencier une salariée ou de mettre fin à ses fonctions pendant un congé de maternité ou pendant un congé-maladie en cas de maladie liée à la grossesse.

11. Selon le Maternity Benefit Act, aucune femme enceinte ne peut être occupée par un employeur à des travaux de nature pénible, exigeant la station debout pendant une longue durée ou pouvant affecter de quelque manière que ce soit sa grossesse ou l'évolution normale du fœtus ou risquant de provoquer une fausse couche ou de porter atteinte de toute autre manière à sa santé, et ce durant le mois qui précède la période de six semaines antérieure à la date prévue pour l'accouchement.

12. Les employées du gouvernement central ont également droit à un congé de maternité d'une durée de 90 jours en vertu de l'article 43 i) des Central Secretariat Service (Leave) Rules (règlements régissant les conditions d'emploi (congés) dans les services de secrétariat du gouvernement central de 1972. Ce congé peut être pris avant ou après l'accouchement, au choix de la mère. En même temps que le congé de maternité, un congé de type différent, d'une durée de 60 jours, peut être accordé sans que l'intéressée ait à présenter de certificat médical. Une fonctionnaire peut également se voir octroyer un congé-maladie sur présentation d'un certificat médical. Ce congé peut également être accordé en cas de maladie d'un nouveau-né.

13. Le Factories Act de 1948 a été modifié en 1976 et prévoit désormais la création d'une crèche dans tout établissement employant 30 femmes au lieu de 50 auparavant. Diverses lois prévoient la création de facilités pour la garde des

enfants. Le Factories Act de 1948, le Plantation Labour Act de 1951, le Beedi and Cigar Workers (Conditions of Employment) Act de 1966 et les Contract Labour Central Rules de 1971 prévoient, sous réserve que certaines conditions soient remplies, la création de crèches dans les fabriques, les mines, les plantations, les établissements industriels et les établissements employant de la main-d'oeuvre contractuelle. En vertu du Factories Act, une crèche doit être créée dans toute fabrique employant plus de 30 femmes. En vertu du Plantation Labour Act et du Beedi and Cigar Workers (Conditions of Employment) Act, une crèche doit être créée dans toute plantation ou manufacture employant 50 femmes ou plus. Le Mines Act prescrit la création d'une crèche dans toute entreprise minière employant des femmes, sans fixer de chiffre minimum. En vertu des Contract Labour Rules, les licences accordées aux entrepreneurs prescrivent, entre autres, la création d'une crèche dans tout établissement employant plus de 20 femmes. La crèche doit être installée dans des locaux suffisamment spacieux, convenablement éclairés et aérés, et dirigée par une femme ayant la formation requise pour s'occuper des enfants et des nourrissons.

14. En interprétant les dispositions législatives pertinentes conformément à l'esprit de la Constitution et parallèlement aux efforts déployés dans le pays pour faire évoluer la société, les autorités judiciaires indiennes ont contribué à l'amélioration progressive de la condition de la femme.

15. De plus, on s'est également rendu compte que le problème de l'analphabétisme était dans une grande mesure celui de l'analphabétisme des femmes et, en conséquence, le Groupe de travail pour l'éducation des adultes établi par le Gouvernement indien pour élaborer le programme national d'éducation des adultes prévu dans le sixième plan quinquennal (1980-1985), a créé un comité spécial chargé d'examiner le problème de l'éducation des femmes adultes, d'élaborer un programme dans ce domaine et de formuler des propositions quant aux mesures, administratives et autres, devant être prises pour remédier à ce problème. Selon les recommandations du Comité, le programme d'éducation des femmes adultes devrait viser les objectifs suivants : a) faire mieux connaître aux hommes et aux femmes leurs droits et leurs devoirs, les incidences de la législation régissant le statut des femmes dans la société, et expliquer les pratiques manifestes ou occultes causant l'oppression des femmes; b) fournir une assistance aux femmes pour leur permettre, par l'analphabétisation et l'acquisition d'autres connaissances, d'accéder à l'indépendance économique, c) permettre aux femmes d'acquérir des connaissances dans les domaines qui les concernent directement, comme la santé, la puériculture, la nutrition, la planification de la famille, etc., et d) aider les femmes à constituer leurs propres associations en vue d'acquérir des connaissances, de mener des activités productives et de renforcer leur rôle et leur participation dans le processus du développement. C'est sur ces recommandations que l'on s'est fondé pour élaborer le programme national d'éducation des adultes.

1. Surveillance médicale prénatale

16. La santé de toutes les femmes enceintes est régulièrement suivie dans le cadre d'une surveillance prénatale, qui a lieu dans les centres et les centres auxiliaires de santé primaire dans les zones rurales, et dans les maternités, centres de santé maternelle et infantile et services de maternité des hôpitaux

généraux, etc., dans les zones urbaines. Une surveillance médicale régulière, les examens de laboratoires nécessaires, le traitement et la correction des anomalies ainsi qu'un enseignement sanitaire et diététique sont fournis dans les dispensaires prénatals. Des agents de santé maternelle et infantile (visiteuses médicales et infirmières auxiliaires, par exemple) rendent visite aux femmes dans leur foyer pour les encourager à fréquenter les dispensaires, pour s'assurer qu'elles suivent les conseils qui leur ont été donnés et pour évaluer les conditions dans lesquelles elles vivent. Dans les zones rurales, on s'efforce de faire bénéficier les femmes enceintes de quatre examens prénatals, dont un au cours du dernier mois de grossesse. Dans les zones urbaines, la majorité des mères profitent des services qui leur sont offerts, mais dans les zones rurales, la proportion de femmes faisant l'objet d'une surveillance médicale prénatale est très faible.

2. Services d'obstétrique

17. Les services d'accouchement sont fournis dans les maternités, les cliniques d'obstétrique et les services obstétriques des hôpitaux, ainsi que dans les centres de santé primaire. La majorité des lits d'hôpitaux réservés aux accouchements se trouvent dans les zones urbaines. Dans les zones rurales, la plupart des accouchements ont lieu au foyer. Dans ce dernier cas, les femmes bénéficient des services de personnel formé dans ce domaine, tels que sages-femmes auxiliaires, sages-femmes et visiteuses médicales. Néanmoins, il n'y a pas assez de personnel spécialisé pour assister à tous les accouchements dans les zones rurales de l'Inde. La politique du gouvernement consiste en conséquence à former et à utiliser les accoucheuses traditionnelles déjà actives dans les zones rurales. Au 30 avril 1981, 304 561 accoucheuses traditionnelles avaient reçu une formation destinée à leur inculquer les principes élémentaires en matière d'accouchement. L'objectif est de former au moins une accoucheuse traditionnelle pour chacun des 585 000 villages du pays, au plus tard en 1982-1983.

3. Soins post-partum

18. Les femmes accouchant dans des établissements hospitaliers reçoivent des soins post-partum pendant cinq à sept jours avant de quitter l'établissement. Des soins post-partum sont également fournis aux mères accouchant dans leur foyer par les agents de santé maternelle et infantile des centres et centres auxiliaires de santé primaire. Ces agents se rendent dans les foyers et s'efforcent de fournir des soins aux mères et aux nouveaux-nés, notamment d'assurer une involution utérine convenable, de prévenir les infections et d'inciter les femmes à allaiter leur enfant au sein.

C. Protection des enfants et des adolescents

19. L'Inde est l'un des rares pays qui ont adopté une politique nationale concernant les enfants. La politique nationale de l'enfance adoptée le 22 août 1974 prévoit la fourniture de services adéquats aux enfants tant avant et après la naissance que durant toute leur croissance en vue d'assurer leur développement physique, mental et social harmonieux. Cette politique prévoit également d'élargir la portée de ces services de manière que dans un délai raisonnable tous les enfants en Inde puissent vivre dans des conditions de vie optimales.

/...

20. A cette fin, les principes suivants ont été arrêtés :

- i) Tous les enfants doivent bénéficier d'un programme sanitaire complet;
- ii) Des programmes seront mis en oeuvre pour fournir des services de nutrition afin d'éliminer les carences alimentaires dont souffrent les enfants;
- iii) Des programmes seront mis en oeuvre pour obtenir une amélioration générale de la santé des femmes enceintes et des mères allaitantes, pour leur fournir des soins et une aide alimentaire et pour leur dispenser un enseignement diététique;
- iv) L'Etat prendra les mesures voulues pour assurer l'enseignement gratuit et obligatoire à tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. Des efforts particuliers seront déployés en vue de réduire les déperditions et retards scolaires, notamment en ce qui concerne les filles et les enfants issus des classes les plus défavorisées de la société. Le programme d'enseignement non traditionnel à l'intention des enfants d'âge préscolaire issus de ces milieux sera renforcé.
- v) Les enfants qui ne sont pas en mesure de profiter pleinement de l'enseignement scolaire traditionnel se verront dispenser d'autres formes d'enseignement adaptées à leurs besoins.
- vi) Une politique de promotion de l'éducation physique, des jeux, des sports et autres types d'activités tant récréationnelles que culturelles et scientifiques sera mise en oeuvre dans les écoles, les centres communautaires et établissements similaires.
- vii) Afin d'assurer l'égalité des chances de tous les enfants issus des classes les plus défavorisées de la société, telles que les enfants des castes et tribus 'inférieures' et des milieux les plus démunis, tant dans les zones urbaines que rurales, une assistance spéciale leur sera fournie.
- viii) Des facilités d'enseignement, de formation et de réinsertion dans la société seront fournies aux enfants socialement défavorisés, aux jeunes délinquants, aux enfants se trouvant dans l'obligation de mendier ou dans toute autre situation de détresse, en vue de les aider à devenir des citoyens utiles.
- ix) Les enfants seront protégés contre la négligence, la cruauté et l'exploitation.
- x) Les enfants âgés de moins de 14 ans ne pourront être employés à des tâches dangereuses ou pénibles.

- xi) Des facilités spéciales seront prévues pour le traitement, l'éducation, la réadaptation et la prise en charge des enfants handicapés physiques, présentant des troubles affectifs, ou retardés mentaux.
- xii) Dans les périodes de détresse ou en cas de catastrophe naturelle, les enfants seront protégés et secourus en priorité.
- xiii) Des programmes particuliers seront élaborés pour identifier, encourager et assister les enfants doués, en particulier dans les classes les plus défavorisées de la société."

21. Si le gouvernement central et les gouvernements des Etats sont tenus d'appliquer les mesures prévues dans le cadre de la politique nationale de protection de l'enfance, les organisations bénévoles, fondations, oeuvres de bienfaisance, religieuses et autres, ont également joué un rôle important dans ce domaine.

1. Service intégré pour le développement de l'enfant (ICDS)

22. Le Service intégré pour le développement de l'enfant a été créé à la suite d'une prise de conscience de l'importance que revêtaient en tant qu'étape initiale de la constitution des ressources humaines qui sont si vitales pour le progrès économique et social du pays les services destinés aux enfants en bas âge. Ce programme vise à fournir un ensemble de services - immunisation, aide alimentaire, surveillance médicale, service d'orientation, éducation alimentaire et sanitaire et enseignement préscolaire non traditionnel - aux enfants âgés de moins de 6 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans les zones tribales rurales et les taudis urbains. Trois cents projets étaient déjà en cours dans le cadre de l'ICDS au 31 mars 1982, l'objectif étant d'entreprendre 1 000 projets avant la fin du sixième plan quinquennal (1980-1985).

2. Services destinés aux enfants nécessitant une protection et des soins particuliers

23. Tant le gouvernement central que les gouvernements des Etats se préoccupent depuis longtemps de la protection de l'enfance. Plusieurs Etats ont adopté une loi sur l'enfance, et le gouvernement central a, en 1960, promulgué le Children's Act (loi sur l'enfance). Ces lois concernent le traitement et la réinsertion sociale des enfants socialement défavorisés, tels que les enfants négligés, démunis, maltraités, délinquants ou exploités. La principale caractéristique des diverses lois sur l'enfance est qu'elles reconnaissent à l'Etat un devoir général de protection de l'enfance. Selon le préambule de la loi sur l'enfance promulguée en 1960 par le gouvernement central, qui est similaire aux lois adoptées par les Etats, la législation doit entre autres permettre de fournir des soins et une protection aux enfants négligés et aux jeunes délinquants et de pourvoir à leur entretien, à leur bien-être, à leur formation, à leur éducation et à leur réinsertion dans la société.

24. La loi de 1960 sur l'enfance prévoit la création de commissions de protection de l'enfance chargées d'examiner les problèmes que connaissent les enfants négligés et d'élaborer des programmes pour y remédier. Plus important, cette loi confie pour la première fois le traitement des enfants négligés à une institution distincte de celles qui s'occupent des jeunes délinquants. Ainsi, ce sont les commissions de protection de l'enfance créées par cette loi qui étudieront les problèmes des enfants négligés tandis que les tribunaux pour enfants continueront de s'occuper des jeunes délinquants. Chaque commission de protection de l'enfance, de même que chaque tribunal pour enfants, doit comprendre au moins une femme parmi ses membres. Ceux-ci doivent posséder "des connaissances spécialisées en matière de psychologie infantile et de protection de l'enfance."

25. En règle générale, les lois sur l'enfance contiennent des dispositions en vue du traitement en institution à long et à moyen terme, de la protection et de la réinsertion sociale des enfants négligés et autres. Les institutions de placement à court terme portent des noms divers, tels que foyers d'observation, foyers de redressement, centres de protection, etc. Le gouvernement peut soit créer et administrer lui-même ces institutions soit donner son agrément à des institutions remplissant les conditions requises. Il peut retirer cet agrément à toute institution qui n'est pas gérée conformément aux règlements applicables. Par ailleurs, ces institutions doivent fournir aux enfants, outre des soins médicaux, la possibilité de s'occuper utilement. Leur fonction essentielle est d'assurer la garde des enfants et de leur fournir des soins à titre temporaire en attendant qu'il soit définitivement statué sur leur sort.

26. Les enfants qui ne sont pas libérés à l'issue de l'enquête menée par la commission ou le tribunal pour enfants peuvent être placés par la commission dans des institutions de placement à long terme. La loi sur l'enfance adoptée par le gouvernement central prévoit la création de foyers de l'enfance pour accueillir les enfants négligés et d'écoles spéciales pour les jeunes délinquants. Le nom donné à ces institutions varie également selon la loi de l'Etat qui en porte création. Le contrôle et la gestion des institutions de placement à long terme s'effectuent suivant les règles prescrites. Des inspections sont également prévues.

27. Des services d'assistance postpénale viennent compléter les services de placement dans des établissements. Visant à aider l'enfant à bien se réintégrer à la société, ils font partie intégrante du système correctionnel et de protection sociale. Par exemple, l'article 12 de la loi sur l'enfance adoptée en 1960 par le gouvernement central dispose :

"L'Administrateur peut, au moyen de règlements promulgués en vertu de la présente loi, prévoir la création ou l'agrément d'organisations d'assistance postpénale et peut leur conférer les pouvoirs qui leur sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs fonctions en vertu de la présente loi.

Ces organisations prennent en charge les enfants qui quittent les foyers pour enfants et les écoles spéciales et prennent les mesures qui s'imposent pour leur permettre de vivre honnêtement et dans de bonnes conditions."

28. Toutefois, lorsqu'elle prononce un arrêt plaçant un enfant dans un foyer pour enfants ou sous une autre garde appropriée, l'autorité compétente peut, après avoir mené une enquête sur la situation du parent ou de toute autre personne responsable de la garde de l'enfant, prononcer un arrêt ordonnant à celle-ci de contribuer à l'entretien de l'enfant. L'autorité compétente peut également ordonner à un parent ou autre personne responsable d'envoyer ses enfants handicapés physiques ou retardés mentaux dans des écoles spéciales.

29. La loi sur l'enfance ainsi que le Suppression of Immoral Traffic in Women and Girls Act (1956) (loi pour l'élimination de la traite immorale de femmes et de jeunes filles) prévoit spécifiquement la protection des jeunes filles en danger moral. La définition des "enfants négligés" contenue dans les lois sur l'enfance englobe les jeunes filles. Ces lois répriment l'incitation de mineurs à la débauche et les conduites immorales impliquant des mineures. Le gouvernement est habilité à créer des foyers de protection en vue de la réintégration de ces mineures dans la société. De plus, les lois sur l'enfance adoptées par le gouvernement central et les Etats contiennent également des dispositions concernant les enfants se livrant à la mendicité. Elles prévoient des mesures appropriées pour remédier à ce problème.

30. Les lois sur l'enfance adoptées par le gouvernement central et les Etats contiennent des dispositions visant à protéger les enfants contre les mauvais traitements. Par exemple, en vertu de la loi sur l'enfance adoptée en 1960 par le gouvernement central, quiconque, ayant la responsabilité ou la garde effective d'un enfant, le brutalise, l'abandonne, l'exploite ou le néglige volontairement ou permet qu'on le brutalise, l'abandonne, l'exploite ou le néglige de manière à causer à cet enfant des souffrances physiques ou mentales inutiles, est passible des peines d'emprisonnement prévues par la loi. De plus, le Code pénal indien de 1968 et le Code de procédure pénale de 1973 répriment les crimes commis à l'encontre des enfants. Par ailleurs, en ce qui concerne les enfants délinquants, l'accent est mis sur la rééducation. Par exemple, l'article 83 du Code pénal dispose :

"Aucun acte commis par un enfant âgé de plus de 7 ans et de moins de 12 ans qui n'a pas la maturité intellectuelle suffisante pour apprécier le caractère et les conséquences de son comportement ne constitue un délit."

31. Le Reformation Schools Act de 1897 prévoit la rééducation des délinquants juvéniles. Le code de procédure pénale de 1973 a rationalisé la procédure applicable en la matière, qui est maintenant la suivante :

"Toute infraction qui n'est pas passible de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement à vie commise par une personne qui, lorsqu'elle comparaît devant le tribunal, est âgée de moins de 16 ans, peut être jugée par un Chief Judicial Magistrate ou par tout autre tribunal spécialement habilité à cet effet par la loi de 1960 sur l'enfance ou toute autre loi en vigueur régissant le traitement et la formation des délinquants juvéniles et leur réinsertion dans la société."

32. Le droit pénal et la procédure judiciaire accordent aux jeunes délinquants un traitement plus indulgent qu'aux délinquants adultes. Le Probation of Offenders Act (1958) (loi sur la probation) soumet également l'emprisonnement des jeunes délinquants à des conditions restrictives. La législation vise donc essentiellement à permettre aux jeunes délinquants de s'amender en substituant à la répression des mesures telles que le placement dans une maison de redressement ou de rééducation ou tout autre établissement approuvé, lorsqu'il en existe.

3. Programme spécial de nutrition

33. Dans le cadre de ce programme, un apport alimentaire complémentaire est fourni aux enfants d'âge préscolaire, aux femmes enceintes et aux mères allaitant leur enfant des couches les plus défavorisées de la population. A la fin de la période couverte par le quatrième plan quinquennal, il y avait 3,7 millions de bénéficiaires. Environ 8 millions d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitant leur enfant ont bénéficié de ce programme en 1980-1981.

4. Travail des enfants

34. Le Gouvernement et les corps législatifs de l'Inde sont depuis longtemps saisis de la question du travail des enfants. La Constitution indienne interdit l'emploi de tout enfant de moins de 14 ans dans toute fabrique ou mine ou pour tout autre type de travail dangereux. Il existe en outre une série de lois régissant cette question, à savoir : la Loi de 1948 sur le travail dans les fabriques (Factories Act), la Loi de 1952 sur les conditions de travail dans les mines (Mines Act), la loi de 1938 sur l'emploi des enfants (Employment of Children Act), la Loi de 1958 sur la marine marchande (Merchant Shipping Act), la Loi de 1951 sur l'emploi dans les transports automobiles (Motor Transport Workers Act), la Loi de 1951 sur les conditions de travail dans les plantations (Plantation Labour Act), la Loi de 1966 sur les conditions d'emploi des travailleurs employés à la fabrication de beedies et de cigares [Beedi and Cigar Workers (Conditions of Employment) Act], la Loi de 1933 interdisant la mise en gage de la force de travail des enfants [Children (Pledging of Labour) Act], la Loi de 1961 sur l'apprentissage (Apprentices Act), et les lois sur les conditions de travail dans les boutiques et les établissements commerciaux (Shops and Establishments Acts).

35. Le Factories Act interdit l'emploi d'enfants âgés de moins de 14 ans dans toute fabrique. Cette loi impose également des restrictions en ce qui concerne l'emploi des adolescents âgés de 14 à 18 ans. Ces adolescents doivent obtenir un certificat d'aptitude physique auprès d'un médecin qualifié et passer périodiquement une visite médicale. Des restrictions sont également imposées en ce qui concerne les heures de travail : les adolescents de 14 et 15 ans ne peuvent être employés pendant plus de 4 heures et demie par jour. De plus, ils ne peuvent être exposés à des machines dangereuses ni affectés à des tâches présentant des risques. Un dispositif visant à assurer l'application des diverses dispositions de la loi est prévu.

36. Le Mines Act impose également des restrictions en ce qui concerne l'emploi des enfants dans les mines, mais dans ce cas les restrictions sont plus strictes. De plus, les enfants ne peuvent être employés que pour des travaux en surface. Tout employeur qui enfreint ces dispositions ou d'autres dispositions concernant le travail des enfants est passible de peine prévue par la loi.

/...

37. L'Employment of Children Act de 1938 interdit expressément l'emploi d'enfants pour des travaux dangereux ou susceptibles de porter atteinte à leur santé (par exemple, leur emploi dans le secteur des transports de passagers, de marchandises ou de courrier par chemin de fer). Aux termes de cette loi, aucun enfant âgé de moins de 14 ans ne peut être employé dans une manufacture de beedies, un atelier de tissage de tapis, une cimenterie, un atelier d'impression textile, une teinturerie, une fabrique de machines ou de feux d'artifice, etc. Tout employeur qui enfreindrait cette loi serait passible des peines qui y sont prévues.

38. Le Merchant Shipping Act impose certaines restrictions en ce qui concerne la nature des travaux pouvant être effectués par des enfants sur des navires.

39. Le Motor Transport Workers Act de 1951 interdit l'emploi d'enfants de moins de 15 ans dans le secteur des transports automobiles. Les adolescents (de 15 à 18 ans) peuvent être employés dans certaines conditions : il doivent présenter un certificat d'aptitude physique et ne doivent pas travailler au-delà du nombre d'heures autorisé par la loi. Les infractions à cette loi entraînent des peines analogues à celles prévues par le Factories Act.

40. Le Plantation Labour Act de 1951 interdit l'emploi d'enfants de moins de 12 ans dans les plantations de thé, de café, de caoutchouc et de cinchona. Toutefois, les adolescents peuvent être employés pendant un certain nombre d'heures par semaine à condition de présenter un certificat d'aptitude physique en bonne et due forme.

41. Le Beedi and Cigar Workers Act régit à la fois l'emploi dans les manufactures et l'emploi à domicile. L'âge minimum est 14 ans, et cette loi comporte la disposition habituelle interdisant le travail de nuit des adolescents. Comme le Plantation Labour Act, elle prévoit la création de crèches sur le lieu de travail. Elle comporte les dispositions habituelles en ce qui concerne les infrastructures et les peines.

42. Outre le fait que l'emploi des enfants est donc régi par diverses lois qui imposent des restrictions, le Children (Pledging of Labour Act) de 1933 interdit la mise en gage de la force de travail des enfants. Tout accord en ce sens serait nul et non avenu non seulement en vertu de cette loi, mais également en vertu de l'Indian Contract Act (loi sur les contrats) puisqu'il serait contraire à l'ordre public. De plus, toute personne concluant un tel accord est passible d'une peine ainsi que tout employeur qui, tout en ayant connaissance de l'existence de cet accord, continue d'employer l'enfant.

43. L'Apprentice Act de 1961 régit l'apprentissage des enfants. En vertu de cette loi, aucun enfant de moins de 14 ans ne peut être mis en apprentissage. La loi autorise la formation des adolescents de 14 à 18 ans et des adultes dans certaines fabriques et dans certaines industries. Les conditions de cet apprentissage doivent être périodiquement notifiées par le gouvernement central, après les consultations nécessaires avec le Conseil central de l'apprentissage constitué en application de cette loi. La loi charge également différentes autorités de s'occuper de questions liées à l'application de ses dispositions.

44. Enfin, divers Etats ont promulgué des lois régissant l'emploi des enfants dans les boutiques. Ces Shops and Establishments Acts s'appliquent aux boutiques proprement dites, aux établissements commerciaux, aux restaurants et hôtels, aux lieux de distraction, etc. et interdisent généralement l'emploi des enfants.

45. Outre ces dispositions législatives, un comité national du travail des enfants a été créé pour concevoir et suggérer les mesures nécessaires en vue d'améliorer les conditions d'emploi des enfants.

5. Crèches pour les enfants des femmes qui travaillent
ou des femmes malades

46. Ce programme permet de fournir des services de garderie pour les enfants de moins de cinq ans et vise principalement les enfants de journaliers, de travailleurs migrants, d'ouvriers agricoles et d'ouvriers du bâtiment. Les enfants dont la mère est malade ou frappée d'invalidité bénéficient également de ce programme. Celui-ci étant destiné aux groupes très défavorisés, ne peuvent en bénéficier que les enfants dont les parents totalisent un revenu mensuel de 300 roupies au maximum. Les services mis à la disposition des enfants sont les suivants : garde pendant la nuit, garderie pendant la journée, apports nutritionnels complémentaires, vaccination, services médicaux, activités récréatives et visite médicale hebdomadaire. Ce programme est financé par le gouvernement central et le gouvernement de l'Etat. Il est mis en oeuvre par le Conseil central de protection sociale avec l'assistance des organisations bénévoles de protection sociale dans l'ensemble du pays. Ces organisations sont remboursées à 90 p. 100 des dépenses qu'elles engagent et le solde est financé par prélèvements sur leurs propres ressources. Le programme a été instauré en 1974-1975 et s'est développé par la suite. En 1974-1975, 593 000 roupies ont été affectées à 247 crèches accueillant 6 175 enfants. En 1975-1976, un montant de 2 836 roupies a été affecté à 741 crèches accueillant 18 525 enfants. En 1976-1977, 2,5 millions de roupies ont été affectées à 762 crèches accueillant 19 050 enfants. En 1977-1978, 4,5 millions de roupies ont été affectées à 1 929 crèches accueillant 23 225 enfants. En 1978-1979, 5 millions de roupies ont été affectées à 1 384 crèches accueillant 34 600 enfants et en 1979-1980, un montant de 7 925 000 roupies a été affecté à la création de 1 791 crèches capables d'accueillir 49 275 enfants. En 1980-1981, un montant de 17,5 millions de roupies a été affecté à 4 398 crèches accueillant 109 950 enfants. Enfin, en 1981-1982, un crédit de 22 millions de roupies a été ouvert pour 5 000 crèches capables d'accueillir 125 000 enfants.

II. ARTICLE 11 : DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

47. Conformément aux principes directeurs contenus dans la Constitution, le Gouvernement indien s'efforce d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population en prenant diverses mesures visant notamment à mettre en valeur les ressources naturelles, à accroître les superficies cultivables et à améliorer la production alimentaire et sa distribution à toutes les couches de la population. Pour apprécier à leur juste valeur les efforts déployés par le Gouvernement, il convient de prendre en compte les énormes problèmes que pose une population très nombreuse et le fait que plus de 70 p. 100 de cette population vit dans des zones

rurales isolées. De plus, la malnutrition, et notamment la sous-alimentation, est sans conteste l'un des plus grands problèmes du pays. Selon les estimations, près de 48 p. 100 de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté et sont sous-alimentés. L'élimination de la misère a donc la plus haute priorité dans les plans de développement du Gouvernement. Toutefois, tant que cet objectif n'aura pas été pleinement atteint, des services sociaux devront être mis à la disposition des couches les plus défavorisées de la population : enseignement, santé, nutrition, eau potable et logement.

A. Droit à une alimentation suffisante

48. Comme on l'a déjà mentionné plus haut, les principes directeurs contenus dans la Constitution reconnaissent le droit à une alimentation suffisante. De plus, les diverses mesures administratives prises par le Gouvernement en matière de production alimentaire, de réforme agraire, de distribution des denrées alimentaires et de couvertures sociales pour les chômeurs, les malades, les personnes âgées et les enfants visent toutes à faire en sorte que tous les habitants du pays aient les moyens de s'alimenter.

1. Mesures prises pour développer ou réformer les systèmes agraires existants en vue de parvenir à la mise en valeur et à l'utilisation la plus efficace des ressources naturelles

49. Les efforts déployés par le Gouvernement indien pour réformer et moderniser la structure agraire héritée à l'indépendance ont abouti à des résultats remarquables. Durant la période de domination coloniale, cette structure était caractérisée par de profondes inégalités en ce qui concerne l'accès à la terre, l'insécurité de jouissance pour les fermiers, l'imposition de loyers prohibitifs par une classe de propriétaires non exploitants et la stagnation de la productivité agricole. Toutes les concessions de l'Etat à des propriétaires terriens ont été abolies. Il a été procédé à d'importantes réformes du régime foncier (sécurité de jouissance, imposition d'un plafond pour les fermages et transmission des droits d'occupation par voie de succession). Dans certains Etats, des droits de propriété ont été conférés aux exploitants. Même dans les Etats où ces droits n'ont pas été conférés, les exploitants à bail bénéficient des protections susmentionnées.

50. Un plafond a été imposé en ce qui concerne la taille des exploitations agricoles. Un nombre considérable de terres excédant ce plafond ont été remises à l'Etat qui les a distribuées à des ouvriers agricoles sans terre. Cette législation visait à éliminer la classe des propriétaires terriens qui, en raison de l'ampleur de leurs exploitations, exerçaient un pouvoir économique et social énorme.

51. Ces réformes ont abouti à une plus grande justice sociale et économique et ont éliminé les obstacles qui s'opposaient à la réalisation de tout le potentiel agricole de l'Inde. Un nouveau climat favorisant l'esprit d'entreprise et les investissements à l'abri des risques d'expropriation des fruits de l'entreprise et de l'investissement par une classe de propriétaires, s'est développé.

52. Le programme de développement rural intégré est l'un des principaux instruments utilisés dans le cadre du sixième Plan quinquennal pour réduire la misère en Inde, et il fait désormais partie intégrante en 20 points. Conçu en faveur des éléments les plus faibles de la société rurale indienne, c'est-à-dire les ouvriers agricoles, les artisans ruraux, les castes et tribus "énumérés", les petits cultivateurs, ce programme vise à fournir tout un ensemble d'apports et de techniques ainsi qu'une formation en vue d'accroître les revenus de certaines familles choisies sur la base d'enquêtes systématiques sur les ménages. Les institutions locales, comme les Gram Sabhas (assemblées de villages), participent à ce processus. En moyenne, 600 familles bénéficient d'une assistance dans le cadre de ce programme dans chacune des 5 000 unités de développement mises en place dans les zones rurales de l'Inde. Ainsi, dans le courant d'une seule année, 3 millions de familles bénéficient d'une assistance grâce à ce programme, et selon les estimations, 15 millions de familles s'élèveront au-dessus du seuil de pauvreté grâce à l'assistance qu'elles auront obtenue au cours du sixième Plan quinquennal (1980-1985). Compte tenu des besoins particuliers des castes et tribus "énumérés", au moins 30 p. 100 des ressources allouées à ce programme leur sont réservés, et au moins 4,5 millions de familles de cette catégorie devraient profiter considérablement de ce programme pendant la période couverte par le sixième Plan. Le programme est financé au moyen de subventions accordées par l'Etat et de prêts consentis par des établissements bancaires et des coopératives. Il est probable que 45 milliards de roupies au total seront alloués à ce programme au cours de la période couverte par le sixième Plan.

53. L'accent est mis dans le programme de développement rural intégré sur la décentralisation de la planification en ce qui concerne la mise en valeur des ressources locales, l'emploi et la génération de revenus pour les couches les plus vulnérables de la société. Une structure organisationnelle appropriée a été mise en place à cette fin. L'organisme chargé d'assurer la coordination au niveau du district est le District Rural Development Agency dirigé par le District Collector, qui est lui-même assisté par un responsable de projet à plein temps et une équipe multidisciplinaire de responsables de projets adjoints ayant des compétences en matière de planification économique, de statistiques, de planification du crédit, et de formulation des projets dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage ainsi que dans des disciplines connexes présentant un intérêt sur le plan local. Une équipe de spécialistes de l'agriculture et d'autres disciplines fonctionnent au niveau des unités de développement, et des vulgarisateurs participent à la planification, à la mise en oeuvre et au suivi du programme au niveau des villages et des institutions locales, comme les panchayats.

54. L'application de ce programme, conjointement avec celle d'un programme visant à satisfaire les besoins essentiels, devrait permettre d'améliorer considérablement la production, l'emploi et la nutrition des couches économiquement et socialement défavorisées de la société rurale indienne.

55. Afin d'accélérer le rythme de la production agricole dans le pays, l'on adopte actuellement une nouvelle stratégie pour développer le recours aux techniques de production modernes dans l'agriculture : culture d'espèces à rendement élevé sur de vastes superficies; mise à profit des possibilités d'irrigation, en particulier grâce à l'exploitation des ressources en eau souterraines; utilisation judicieuse

des engrais; adoption de mesures de protection des plantes adaptées aux besoins; enfin, fourniture organisée et systématique d'apport, notamment octroi de crédits par des institutions financières et autres organismes de financement. En outre, des efforts ont été déployés pour permettre aux cultivateurs de mieux profiter des progrès de la science et de la technique grâce à des programmes de formation théorique et pratique et au renforcement des services de vulgarisation. L'accent est mis en particulier sur les programmes en faveur des couches les plus vulnérables de la population rurale, en particulier les petits cultivateurs, les ouvriers agricoles et les cultivateurs des régions sujettes à la sécheresse, des zones tribales et des zones montagneuses, etc.

56. La stratégie et les plans de développement adoptés par le Gouvernement indien pour accroître la production de céréales et de légumineuses pourront être mieux appréciés aux vues des statistiques portant sur la période comprise entre 1950 et 1980 fournies ci-après.

Principales cultures en Inde, 1950 à 1980

A. Superficie par culture

(En milliers d'hectares)

Cultures	1950-1951	1960-1961	1970-1971	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
Riz	30 810	34 128	37 592	40 282	40 482	39 414	39 773
Sorgho	15 571	18 412	17 374	16 318	16 146	16 674	15 610
Bajra (millet)	9 023	11 469	12 913	11 104	11 393	10 579	11 630
Maïs	3 159	4 407	5 852	5 683	5 760	5 720	5 983
Eleusine cultivée	2 203	2 515	2 472	2 600	2 705	2 615	2 341
Petit mil	4 605	4 955	4 783	4 574	4 397	4 002	3 895
Blé	9 746	12 927	18 241	21 456	22 641	22 172	22 104
Orge	3 113	3 205	2 555	2 001	1 828	1 771	1 821
Total - céréales	78 230	92 018	101 782	104 018	105 352	102 947	103 157
Pois chiche	7 570	9 276	7 839	7 974	7 708	6 985	6 720
Tur	2 181	2 433	2 655	2 626	2 635	2 731	2 811
Autres légumineuses	9 340	11 854	12 040	12 897	13 314	12 543	13 103
Total - céréales alimentaires	97 321	115 581	124 316	127 515	129 009	125 206	125 791
Canne à sucre	1 707	2 415	2 615	3 151	3 088	2 610	2 648
Poivrier noir	80	103	107	105	85	111	111
Piments	592	667	783	791	826	854	825
Arachide	4 494	6 463	7 326	7 028	7 433	7 165	6 905
Ricin	555	466	439	380	447	440	501
Sésame	2 204	2 169	2 433	2 384	2 389	2 377	2 443
Colza et moutarde	2 071	2 883	3 323	3 584	3 544	3 471	4 063
Lin	1 403	1 789	1 897	2 010	2 991	1 614	1 711
Coton	5 882	7 610	7 605	7 866	8 119	8 078	--
Jute	571	629	749	797	884	834	942
Mesta	n.d.	274	330	365	380	383	358

/...

B. Production des principales cultures

Cultures	1950-1951 a/	1960-1961 a/	1970-1971 b/	1977-1978 b/	1978-1979 b/	1979-1980 b/	1980-1981 c/
Riz décortiqué	22 058	34 600	42 225	52 671	53 774	42 330	53 231
Sorgho	6 250	9 899	8 105	12 064	11 436	11 648	10 504
Bajra (millet)	2 680	3 286	8 029	4 730	5 566	3 948	5 418
Maïs	2 357	4 115	7 486	5 973	6 199	5 603	6 804
Eleusine	1 353	1 876	2 155	2 866	3 200	2 721	2 465
Petit mil	1 776	2 010	1 988	2 070	1 894	1 425	1 578
Blé	6 822	10 995	23 832	31 749	35 508	31 830	36 460
Orge	2 518	2 811	2 784	2 311	2 142	1 624	2 242
Total - céréales	45 814	69 592	96 604	114 434	119 718	101 129	118 702
Pois chiche	3 823	6 256	5 199	5 410	5 739	3 357	4 652
Tur	1 813	2 097	11 883	1 930	1 887	1 757	2 015
Autres légumineuses	3 561	4 381	4 736	4 633	4 557	3 458	4 498
Total - céréales alimentaires	55 011	82 326	108 422	126 407	131 902	109 701	129 867
Canne à sucre (canne)	70 490	114 080	126 368	176 966	151 655	128 833	150 522
Poivre noir	20	28	24	21	22	28	27
Piments (secs)	358	426	520	445	566	508	485
Arachides (non décortiquées)	3 319	4 698	6 111	6 087	6 208	5 768	5 020
Graines de ricin	107	109	136	217	230	227	210
Sésame	422	320	562	520	514	348	437
Graines de colza et de moutarde	768	1 347	1 976	1 650	1 860	1 428	2 247
Graines de lin	364	395	474	527	535	269	428
Coton (égrené) (en milliers de balles) c/	3 035	5 550	4 763	7 243	7 958	7 698	7 600
Jute (fibres sèches) (en milliers de balles) d/	3 497	4 136	4 938	5 361	6 470	6 072	6 515
Mesta (fibres sèches) (en milliers de balles) d/	659	1 113	1 255	1 793	1 863	1 890	1 680

(Notes du tableau)

a/ Corrigé.

b/ Estimations révisées.

c/ Estimations définitives.

c/ De 170 kg chacune.

d/ De 180 kg chacune.

C. Evolution de la production de céréales alimentaires
(en milliers de tonnes)

1950-1951	1960-1961	1970-1971	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981
55 011	82 326	108 422	126 407	131 902	109 701	129 867

a) Céréales alimentaires et légumineuses

i) Objectif et stratégie du sixième plan

57. Le sixième plan quinquennal prévoit de faire passer la production totale de céréales alimentaires du plancher de 127,9 millions de tonnes, auquel elle se situait en 1979-1980, à 153,6 millions de tonnes en 1984-1985. Pour atteindre cet objectif, la stratégie est la suivante : a) accroissement des superficies cultivées de variétés à rendement élevé de riz, blé, maïs, sorgho et bajra; b) emploi rationnel d'engrais en quantité suffisante; c) accroissement de la superficie irriguée; d) adoption de mesures judicieuses de protection phytosanitaire; e) développement de la distribution de semences de qualité; f) formation de moniteurs et des agriculteurs aux nouvelles techniques de production de différentes cultures; g) intensification des mesures de conservation des sols et de l'eau et amélioration des méthodes de culture sèche; h) promotion du transfert de technologie grâce à un programme de formation et de visites entrepris dans le cadre du système de vulgarisation nouvellement réorganisé; i) suivi de l'approvisionnement en carburant diesel et en électricité aux fins de l'irrigation; et j) intensification de la recherche, etc.

ii) Programme concernant les variétés à rendement élevé

58. Le programme concernant les variétés à rendement élevé est le pilier de la nouvelle stratégie agricole. L'introduction de variétés à rendement élevé d'un certain nombre de cultures de plein champs, et d'hybrides de millet en particulier, a fait date dans les annales de l'agriculture indienne. Ce programme concerne les principales cultures vivrières, à savoir le blé, le riz, le maïs, le sorgho et le bajra (millet). Son succès a révolutionné l'agriculture et entraîné un accroissement phénoménal et rapide de la production

/...

nationale de céréales alimentaires. Depuis 1965-1966 (l'année servant de base à la nouvelle stratégie agricole), la production de blé a été multipliée par trois et demi et la production de riz a augmenté de plus de 74 p. 100. La production de maïs, de sorgho et de bajra (millet), en revanche, a augmenté assez lentement, à cause essentiellement de l'absence d'hybrides appropriés et des effets des parasites et des maladies sur certains hybrides.

59. La superficie couverte par ce programme est passée de 1,89 million d'hectares en 1966-1967 à 46,68 millions d'hectares en 1981-1982. L'objectif pour 1982-1983 a été fixé à 51 millions d'hectares.

iii) Programmes d'appui

60. Le programme concernant les variétés à rendement élevé est appuyé par un certain nombre de sous-programmes spécifiques, à savoir, a) l'organisation de démonstrations de faible ampleur concernant le riz, le blé, le maïs, le sorgho, le bajra (millet) et l'éleusine, en vue d'apprendre aux agriculteurs à choisir les variétés adaptées à différentes situations; b) pour le riz, un programme de pépinières collectives, visant à avancer le moment des semailles, à accroître le rendement et à avancer le moment de la récolte pour procéder aux semailles suivantes, ainsi qu'à compenser les pertes dues aux catastrophes naturelles; c) dans les régions montagneuses, remplacement par des variétés plus résistantes des variétés de blé susceptibles d'être attaquées par la rouille afin de réduire les dégâts provoqués par la rouille dans le pays; d) démonstrations visant à familiariser les agriculteurs des différentes tribus avec les nouvelles techniques de culture du maïs qui permettent d'augmenter le rendement; enfin e) formation, au niveau des Etats, de moniteurs qui seront chargés de diffuser les techniques de production les plus modernes, etc.

iv) Légumineuses

61. Les légumineuses font partie d'un groupe de légumes à graines comestibles, tels que les lentilles et les fèves. Les légumineuses sont en général riches en protéines par rapport aux autres céréales alimentaires. Aussi ces cultures fournissent-elles à l'Inde une part importante de ses protéines. Elles ont toujours eu leur place dans l'économie agricole de l'Inde, en raison de leur importance dans un système de culture sèche et de leur aptitude à survivre dans des conditions hydriques difficiles et à fixer l'azote de l'atmosphère.

62. Avec une superficie totale d'environ 23 millions d'hectares consacrés à la culture des légumineuses, l'Inde est l'un des premiers producteurs de légumineuses du monde. Sa production est toutefois relativement faible, puisqu'elle se situe aux alentours de 11 millions de tonnes, le rendement étant d'environ 500 kg par hectare.

v) Objectifs de production

63. On envisage de porter à 14,5 millions de tonnes de légumineuses l'objectif de production pour 1984-1985, la dernière année du sixième plan quinquennal, en partant d'une production de base de 11,61 millions de tonnes.

vi) Stratégie visant à accroître la production de légumineuses

64. Le gouvernement, estimant nécessaire et urgent d'augmenter la production de légumineuses afin de satisfaire la demande et de fournir à la population les aliments dont elle a grand besoin, a pris des mesures spéciales à cette fin. La stratégie adoptée est la suivante :

a) Maximisation des rendements grâce à l'emploi des techniques disponibles, à savoir :

- i) Multiplication et utilisation de semences sélectionnées de légumineuses;
- ii) Adoption de mesures de protection phytosanitaire;
- iii) Utilisation d'engrais phosphatés, traitement des semences aux cultures de rhizobium et autres pratiques;

b) Extension des cultures sur terrain irrigué d'ambérique, de haricots mungo, de pois chiches et de pois cajan. L'extension des cultures de variétés à cycle court de haricot mungo, d'ambérique, etc. dans les rizières en jachère, pour profiter de l'humidité résiduelle pendant la saison de l'éleusine, et culture estivale de variétés d'ambérique à cycle court sur les terres irriguées consacrées précédemment à la culture des graines oléagineuses, de la canne à sucre, de la pomme de terre et du blé, en culture dérobée;

c) Pois de cajan, ambérique, et haricots mungo, en culture intercalaire avec le soja, le bajra, le coton et l'arachide, sur terrain irrigué et non irrigué.

vii) Programme de développement

Projet de développement de la culture des légumineuses parrainé par le gouvernement central

65. La stratégie décrite ci-dessus a été intégrée à un projet de développement de la culture des légumineuses, parrainé par le gouvernement central, qui fonctionne dans le pays depuis 1972-1973. Ce programme a permis de repérer des emplacements et d'identifier des méthodes spécifiques de gestion et de les populariser. Grâce à ce projet, les agriculteurs bénéficient de subventions pour l'achat de semences agréées, de produits chimiques phytosanitaires et de matériel, une partie de leurs frais d'exploitation sont pris en charge et les laboratoires de microbiologie sont dotés du matériel nécessaire à la production et à la diffusion de cultures de rhizobium. Enfin, les gouvernements des Etats sont subventionnés pour organiser des démonstrations sur les terres des agriculteurs et produire de nouvelles variétés, afin d'encourager les agriculteurs à adopter ces méthodes améliorées.

viii) Programme sectoriel centralisé

Programme de démonstration

66. Grâce à ce projet, qui fonctionne depuis 1981-1982, les agriculteurs reçoivent gratuitement des semences de variétés de légumineuses à cycle court, ce qui devrait les inciter à en cultiver davantage et permettre, grâce au système de culture intercalaire ou de double culture, d'accroître la superficie cultivée et la production de légumineuses.

Fourniture de semences sélectionnées d'importance nationale et organisation d'un programme de formation

67. Ce programme fonctionne depuis 1977. Il a permis de financer la production de semences sélectionnées d'importance nationale. Des programmes de formation sur le tas portant sur des techniques améliorées de culture des légumineuses sont également organisés afin de populariser ces techniques.

b) Elevage

68. L'Inde possède le plus important cheptel bovin (buffles compris) du monde. Toutefois, la majorité des femelles d'élevage ont un rendement peu élevé. Un programme gigantesque de mise en valeur du cheptel a été entrepris pour améliorer rapidement la production laitière. Le pays fait un effort général en faveur de l'élevage bovin et pour accroître rapidement la production laitière, grâce à la modernisation des équipements, à une meilleure alimentation et à une gestion et une surveillance sanitaire judicieuses. La production laitière est passée de 30 millions de tonnes en 1979-1980 (niveau de référence) à 33 millions de tonnes à la fin de 1981-1982. L'objectif pour 1984-1985, dernière année du sixième plan quinquennal, a été fixé à 38 millions de tonnes.

69. Divers programmes de développement de l'élevage des bovins qu'ils soient en cours d'application ou seulement proposés par le gouvernement central et les gouvernements des Etats, visent à multiplier le nombre de bonnes vaches laitières afin d'accroître la production laitière. Parmi les principaux programmes, on peut citer :

a) Les projets de développement intensif de l'élevage et de développement de groupes de villages clefs;

b) Création de fermes d'élevage de bovins (buffles compris);

c) Création de centres d'élevage de taureaux et de banques de sperme congelé et d'une infrastructure appropriée sur le terrain;

d) Projet de testage de la descendance visant à obtenir des taureaux reproducteurs de haute qualité;

e) Croisement de bovins avec des races laitières étrangères et élevage de races sélectionnées de bovins et de buffles importantes sur le plan national;

/...

f) Opération "Abondance II", programme de développement à grande échelle de l'élevage et de la production laitière;

g) Mesures visant à améliorer la qualité et la quantité des aliments et du fourrage.

70. Conscient de la nécessité et de l'importance de nourrir correctement le bétail pour développer les produits de l'élevage, le Gouvernement indien a pris un certain nombre de mesures pour améliorer la productivité en matière d'aliments et de fourrage dans le pays. Sept stations régionales de production et de démonstration fourragères ont été créées dans les diverses régions agroclimatiques du pays. Elles sont situées à Hissar (Haryana), Kalyani (Bengale-occidentale), Suratgarh (Rajasthan), Hyderabad (Andhra Pradesh), Gandhinagar (Gujarat), Almadhi (Tamilnadu), et Sri-nagar (Jammu-et-Cachemire). Ces stations sont chargées essentiellement de diffuser les dernières découvertes scientifiques concernant la productivité des fourrages. Elles produisent également des semences de variétés de fourrages à rendement élevé, qui seront ensuite reproduites et distribuées par les services gouvernementaux. Des techniques adaptées aux conditions locales sont également mises au point, en vue d'accroître la production de fourrages en utilisant notamment les terres en jachère et en incorporant les cultures fourragères à la rotation actuelle des cultures. Le développement des ressources en fourrage étant freiné par la pénurie de variétés à rendement élevé de semences fourragères, on a créé des fermes spécialisées dans la production des semences-mères de différentes cultures fourragères, dont des légumineuses fourragères que le pays ne produisait pas jusqu'ici à grande échelle. Les centres régionaux, ainsi que les services du gouvernement central, fournissent aux services des différents Etats tous les renseignements techniques nécessaires pour entreprendre des activités de vulgarisation à grande échelle et diffuser les techniques de culture fourragère.

71. Au cours de la dernière décennie, l'industrie avicole indienne a franchi un grand pas en devenant autosuffisante en ce qui concerne les poussins génétiquement supérieurs et l'aviculture a atteint un niveau élevé de développement. Le Gouvernement indien a créé quatre fermes avicoles centrales, à Hessarghatta (Bangalore), Bombay (Maharashtra), Bhubaneswar et Chandigarh, chargées d'exécuter des programmes d'aviculture scientifique dans les diverses régions agroclimatiques du pays. Ces exploitations se chargent de diffuser les dernières découvertes scientifiques en matière d'aviculture et d'obtenir une race de poussins de qualité supérieure, qui seront ensuite élevés et distribués par divers couvoirs sélectionnés, publics et privés, dans tout le pays. La ferme avicole centrale d'Hessarghatta a depuis mis au point et commercialisé la souche-mère d'une pondeuse hybride commerciale, dénommée HH-260, qui est capable de pondre jusqu'à 260 oeufs en 12 mois. La ferme de Bombay a également créé une pondeuse hybride prometteuse, dénommée BH-78, dont la souche-mère est également distribuée à divers couvoirs du secteur public. Pour répondre à la demande croissante de canetons de qualité suscitée par l'exécution, dans divers Etats, de programmes de développement de l'élevage de canards, un programme scientifique d'élevage de canards a été entrepris à la ferme centrale d'élevage de canards récemment créée à Hessarghatta. L'Institut central de formation à

l'aviculture d'Hessarghatta fournit une formation dans divers domaines spécialisés de l'aviculture, comme la génétique et la sélection, la nutrition et l'alimentation, la gestion et l'économie agricoles, la commercialisation et la technologie, les techniques d'analyse des aliments et le sexage des poussins. Le laboratoire de nutrition de l'Institut met également à la disposition des secteurs public et privé du matériel perfectionné pour l'analyse des aliments.

72. Sans un contrôle sanitaire efficace, il est impossible d'obtenir une production animale optimale. C'est pourquoi des centres de contrôle sanitaire ont été installés dans tout le pays. A l'heure actuelle, quelque 13 500 hôpitaux et dispensaires vétérinaires et 15 500 centres de soins et centres d'assistance vétérinaire fonctionnent dans le pays. Les laboratoires d'étude des maladies, installés dans chaque Etat et territoire de l'Union, se chargent du matériel de diagnostic. Environ 360 milliards de doses de vaccins et d'agents de diagnostic sont produits et distribués par les 16 centres de production biologique des Etats. Les cas de peste bovine sont tombés de 196 p. 100 000 en 1956-1957 à 1 à 2 p. 100 000 à l'heure actuelle. Grâce au programme de lutte contre la fièvre aphteuse, 31 millions environ de vaccinations sont administrées chaque année aux femelles étrangères et croisées de prix. Dans le cadre du sixième plan quinquennal, on a inauguré un vaste programme visant à enrayer définitivement les diverses maladies du bétail et à créer une zone exempte de maladies. On envisage de créer une unité centrale et, dans chaque Etat et territoire de l'Union, des unités épidémiologiques, chargées du contrôle des maladies.

Production animale

73. La productivité des différentes espèces d'animaux d'élevage reste très faible dans le pays, du fait que pendant de longues périodes, la reproduction n'a pas été contrôlée et que par ailleurs, les animaux étaient mal nourris et victimes de la forte incidence des maladies. Afin d'augmenter la production laitière, on a entrepris de croiser les vaches indigènes avec des races laitières importées. On a ainsi pu constater que les animaux nés de ces croisements produisent davantage de lait, se développent mieux et arrivent plus tôt à maturité que les races indigènes. Les races importées sont au nombre de trois : Holstein Frisonne, Jersey et Brune de Suisse. Les expériences effectuées par l'Institut national de recherches en laiterie (National Dairy Research Institute) ont indiqué que l'héritage génétique des races importées ne devrait pas dépasser la proportion de 50 p. 100.

74. Le buffle joue un rôle important dans l'économie agricole de l'Inde. Une équipe scientifique multidisciplinaire essaie actuellement de résoudre les problèmes de productivité de cette espèce. On se préoccupe tout particulièrement de créer localement des unités d'insémination de façon que les étalons sélectionnés que les centres de recherche emploient pour la reproduction servent aussi à améliorer la race de buffle de la région. Des techniques permettant de congeler le sperme de buffle ont été mises au point et on conserve la semence des mâles qui ont été testés pour pouvoir l'utiliser plus tard.

75. Des études ont été faites pour pouvoir produire de nouvelles variétés ovines par sélection et en croisant les animaux indigènes, qui sont résistants, avec des béliers de race importés. En croisant la race Rambouillet avec les races Malpura, Chokla et Jaisalmeri, on a produit de nouveaux types : "Avikalin" (qui fournit une laine de tapis de qualité supérieure) et "Avivastra" (qui fournit de la laine à filer). Une méthode qui permet d'agir sur la coloration jaune canari de la laine au niveau des opérations de tonte a été mise au point.

76. Les recherches concernant les cailles ont donné des résultats encourageants. On a produit une variété de cailles à rôtir qui pèsent en moyenne 110 grammes à 4 semaines et qui ont un coefficient de consommation de 2 à 8 kg par kg de poids vif gagné.

77. On a constaté que les animaux résultant du croisement de chèvres indiennes avec des races laitières importées (Seanen et Alpine) avaient une production laitière et un coefficient de reproduction nettement supérieurs à ceux des races indigènes. En croisant celles-ci avec des chèvres angora pour produire une race à laine mohair adaptée aux régions semi-arides, on a constaté qu'une hérédité angora de 87,5 p. 100 convient bien pour produire une race adaptée à ces conditions climatiques en Inde.

78. Afin de mieux comprendre ce que sont les besoins nutritionnels essentiels et de déterminer la composition chimique, la digestibilité et l'utilisation des divers produits servant à l'alimentation animale, on a effectué des recherches poussées sur un certain nombre de sous-produits agricoles, tels que pailles, bagasse et résidu de canne à sucre et on a trouvé qu'on pouvait obtenir, ce qui n'avait pas été fait jusqu'à présent, des farines à partir des graines d'oléagineux. Etant donné la très forte pénurie de concentrés qui existe en Inde, on cherche actuellement à déterminer les possibilités d'utilisation de plusieurs produits non traditionnels pour nourrir le bétail.

79. Les recherches intégrées qui ont été effectuées de façon suivie dans le domaine de la santé animale ont permis de mettre au point plusieurs produits très efficaces - vaccins, antisérums, agents de diagnostic et antigènes - pour lutter contre les ravages des maladies du bétail et de la volaille. Une technique permettant de produire le vaccin contre la theilériose du bétail et un vaccin irradié contre une gale du mouton ont été mis au point. Le vaccin contre la maladie de Marek est maintenant fabriqué dans le pays.

80. Afin d'améliorer l'économie des abattoirs, on a mis au point certaines techniques permettant d'utiliser les sous-produits de l'abattage. C'est ainsi qu'on a produit de l'insuline et de l'héparine pures et biologiquement actives à partir, respectivement, du pancréas et du poumon de buffle.

81. L'étude des propriétés des composantes du lait a révélé plusieurs particularités remarquables, notamment en ce qui concerne les protéines du lait de buffle. Ces travaux ont eu une application dans la fabrication du fromage et du lait condensé, sucré et non sucré. On a essayé de tirer parti du babeurre par des procédés de fermentation partielle appliqués dans certaines

conditions. Une méthode bactériologique unique, qui donne des résultats rapides et économiques et permet de détecter ce qui reste de pénicilline dans le lait après traitement d'une mammite a été mise au point. Les expériences qui ont été faites pour déterminer si le peroxyde d'hydrogène peut être employé comme préservateur du lait ont montré qu'il nuit à la qualité protidique de cet aliment.

d) Utilisation de matériel approprié et de nouvelles techniques dans l'agriculture

82. Le matériel et les machines employés en Inde diffèrent selon la nature des cultures et des sols et le degré de modernisation de l'agriculture dans les diverses régions. On dénombrait, en 1981, 400 000 tracteurs contre 54 000 en 1966, et le nombre de cultivateurs à moteur est passé d'environ 17 000 en 1966 à une trentaine de mille en 1981.

83. Cinq usines de fabrication de tracteurs ont été créées au début des années 60. Cette industrie s'est considérablement développée depuis. Il existe actuellement 14 usines possédant une licence de fabrication pour produire des tracteurs d'une puissance de 14 à 75 CV, avec une capacité autorisée de 163 750 unités par an et une capacité réelle de 106 016 unités au 17 mars 1982. Outre ces 14 entreprises sous licence, il y a également dans le secteur artisanal deux usines qui fabriquent des tracteurs mis au point localement. La production de tracteurs dans la grande industrie s'est présentée comme suit pendant les six dernières années (celle du secteur parallèle est faible, une centaine d'unités par an) :

<u>Année</u>	<u>Nombre d'unités produites</u>
1975-1976	33 252
1976-1977	33 146
1977-1978	40 946
1978-1979	54 728
1979-1980	62 696
1980-1981	69 500
1981-1982	81 000

84. Le nombre de tracteurs fabriqués pendant la période allant de 1970-1971 à 1980-1981 et la valeur de cette production se sont établis comme suit :

<u>Année</u>	<u>Nombre d'unités produites</u>	<u>Valeur</u> (en dizaines de millions de roupies)
1970-1971	20 099	45 000
1971-1972	16 633	42 500
1972-1973	20 802	55 654
1973-1974	24 425	72 442
1974-1975	31 088	115 505
1975-1976	33 252	133 535
1976-1977	33 146	143 470
1977-1978	40 946	202 840
1978-1979	45 728	285 000
1979-1980	62 696	359 350
1980-1981	69 500	491 806
TOTAL	398 315	1 947 102

85. Le taux croissance de cette production a été en moyenne de 17,5 p. 100 par an entre 1969 et 1978, et de l'ordre de 12 p. 100 pendant les cinq dernières années.

86. Le cultivateur à moteur est une bonne machine à multiples usages, qui convient bien pour les petites exploitations, en particulier dans les régions de riziculture ou de collines, où on peut s'en servir pour : labourer, malaxer la terre avec de l'eau, comme génératrice mobile permettant d'alimenter une pompe, pour battre le grain, pour les travaux de protection des récoltes, comme moyen de transport rural et pour diverses autres opérations qu'il serait difficile et peu économique d'effectuer avec de gros tracteurs.

87. Il y a actuellement en Inde six usines possédant une licence qui leur permet de fabriquer des cultivateurs à moteur d'une puissance de 6 à 12 CV, avec une capacité autorisée de 31 000 unités par an et une capacité réelle de 16 000 unités. La production et sa valeur s'établissent comme suit :

<u>Année</u>	<u>Nombre d'unités produites</u>	<u>Valeur</u> (en dizaines de millions de roupies)
1970-1971	1 387	1 152
1971-1972	1 081	1 773
1972-1973	1 199	2 007
1973-1974	1 526	1 661
1974-1975	2 142	2 931
1975-1976	2 540	3 889
1976-1977	1 758	2 668
1977-1978	1 636	2 799
1978-1979	2 336	4 460
1979-1980	2 335	2 799
1980-1981	1 981	5 190
TOTAL	19 921	31 329

/...

Il convient de signaler qu'il y a des différences de puissance entre les tracteurs produits chaque année.

88. L'une des importantes raisons qui expliquent que la production et les ventes restent très faibles est le prix très élevé de ces machines. Lorsqu'elles ont été introduites, le prix à la sortie de l'usine était compris entre 5 000 et 8 000 roupies; il se situe maintenant entre 18 000 et 29 000 roupies, à quoi il faut ajouter une taxe générale à la vente de 4 p. 100 et une autre taxe allant de 6 à 9 p. 100.

e) Encouragement de la recherche agricole

89. L'Inde possède une large infrastructure, constituée par les instituts de recherches sur les cultures, les projets coordonnées d'amélioration des récoltes concernant l'ensemble du pays, les établissements d'enseignement agricole supérieur et un plan de recherches spécial conçu pour mettre au point les variétés et les techniques qui conviennent pour augmenter les rendements à l'hectare. On a implanté un réseau de diffusion également très vaste pour mettre les techniques à la disposition des cultivateurs par l'intermédiaire de divers organismes. Grâce à cette action, les rendements à l'hectare ont augmenté, comme le montre le tableau ci-après.

Rendement à l'hectare des différentes cultures pratiquées en Inde
pendant la période allant de 1951-1952 à 1979-1980

(En kilogrammes par hectare)

Année	Riz	Blé	Sorgho	Maïs	Bajra	Légumineuses	Total cultures vivrières
1951-1952	714	653	381	627	246	448	638
1959-1960	937	772	484	938	327	475	662
1969-1970	1 073	1 209	522	968	426	531	531
1979-1980	1 082	1 437	688	970	381	385	878

90. Alors que la production des principales céréales servant à l'alimentation humaine, comme le riz et le blé, s'est considérablement développée, les progrès ont été limités en ce qui concerne les cultures généralement pratiquées sans irrigation artificielle, par exemple les légumineuses et le bajra (petit mil). Aur fur et à mesure que les réseaux d'irrigation s'étendent, les agriculteurs peuvent exploiter tout le potentiel des variétés à haut rendement. Etant donné qu'il y a beaucoup de risques, les moyens existants sont très peu employés dans l'agriculture à arrosage pluvial. La production des principales cultures vivrières pendant la période allant de 1951-1952 à 1978-1979 apparaît sur le tableau ci-dessous.

/...

Production des différentes cultures vivrières en Inde pendant la période
allant de 1951-1952 à 1978-1979

(En millions de tonnes)

Année	Riz	Blé	Sorgho	Maïs	Bajra	Légumineuses	Total cultures vivrières
1951-1952	21,3	6,8	6,0	2,0	2,3	3,4	51,9
1959-1960	31,6	10,3	8,5	4,0	3,4	11,8	76,7
1969-1970	40,3	20,1	9,7	5,6	5,3	11,6	99,5
1978-1979	53,7	35,5	11,4	6,2	5,5	12,2	131,9

91. En 1979-1980, il y a eu une période de sécheresse sans précédent, qui a provoqué une baisse de la production totale de céréales vivrières, qui est tombée à 108,8 millions de tonnes. En 1980-1981 et 1981-1982, il y a eu remontée de la production, qui a été de l'ordre de 134 millions de tonnes.

92. Les recherches sont axées pour une large part sur les cultures successives, les cultures dérobées, les cultures intercalaires et la production de variétés précoces, afin d'augmenter la productivité à la fois par unité de surface et par unité de temps. Quand on applique ensemble toutes les méthodes existantes, on obtient en une année 7 000 à 8 000 kg de céréales vivrières à l'hectare, grâce à la pratique des cultures successives pratiquées avec des plantes comme le riz, le blé, les légumineuses, le maïs, le sorgho, etc. Même les cultures qui ne donnent qu'une seule récolte ont maintenant un rendement nettement supérieur. Les efforts accomplis par l'Inde pour accroître la productivité par unité de surface ont porté fruit.

93. Les centres de recherche du Conseil indien de la recherche agricole ont produit un grand nombre de variétés, d'hybrides, de plantes de synthèse et de composés à partir de plusieurs espèces adaptées aux différentes zones agro-climatiques du pays. Pour certaines cultures, près de 70 p. 100 de la surface cultivée est plantée de variétés à haut rendement. Des organismes s'occupant de multiplication des semences ou de vulgarisation comme le Krishi Vigyan Kendras, les programmes "du laboratoire à la terre", les programmes de formation de moniteurs, l'organisme qui fait des démonstrations à l'échelon maximal, etc., opèrent avec efficacité dans le pays.

94. Tout en s'occupant de mettre au point de nouvelles variétés et des hybrides, les chercheurs visent aussi à améliorer la qualité des plantes. Dans le cas de projets concernant par exemple le blé, le riz, le sorgho, le maïs, etc., on a créé des laboratoires chargés d'examiner les nouvelles plantes obtenues pour en déterminer les différentes caractéristiques du point de vue de la qualité.

/...

Mesures adoptées pour améliorer les opérations après récolte et l'entreposage

95. Des quantités considérables de céréales destinées à l'alimentation humaine se perdent en Inde pendant les opérations qui suivent la récolte et au cours de l'entreposage. Une très grande partie de la production céréalière - 65 à 70 p. 100 - est conservée sur les lieux de production mêmes. Les méthodes d'entreposage pratiquées à ce niveau ne sont pas bonnes et on enregistre des pertes aussi bien en qualité qu'en quantité. Les insectes, les rongeurs, notamment les souris, l'humidité, les moisissures et les oiseaux sont les principaux ennemis des magasins à grains. Afin d'aider les cultivateurs à minimiser les pertes, l'administration indienne qui s'occupe de l'alimentation, a lancé dans tout le pays une campagne sur le thème de la préservation des récoltes céréalières, programme qui a été réalisé sous forme de projet pilote en 1965-1966 et est devenu un plan ordinaire en 1969-1970. Des opérations de vulgarisation et de formation sont actuellement réalisées dans le cadre des travaux de recherche se rattachant à cette campagne.

96. Les principaux objectifs de la campagne de préservation des récoltes céréalières sont les suivants :

- a) Enseigner aux cultivateurs, aux négociants et aux fonctionnaires des Etats et de l'administration centrale qui s'occupent de vulgarisation les méthodes modernes d'entreposage et de conservation des récoltes;
- b) Mettre les méthodes scientifiques d'entreposage à la portée des cultivateurs, négociants, etc., au moyen de démonstrations et de programmes de diffusion;
- c) Fournir aux cultivateurs, par l'intermédiaire de l'administration des Etats, des récipients améliorés pour l'entreposage;
- d) Organiser de façon intensive la mise en oeuvre des programmes et la modernisation de l'entreposage au niveau des exploitations agricoles en créant des équipes responsables relevant de l'administration des Etats;
- e) Aider les centres de formation agricole à propager des méthodes scientifiques d'entreposage qui puissent être appliquées par les femmes des exploitations agricoles;
- f) Lancer des recherches et des activités de développement axées sur l'entreposage et la préservation des récoltes dans les régions rurales et opérer une sélection parmi les techniques recommandées par les universités et instituts indiens et étrangers;
- g) Faire en sorte que les éléments nécessaires pour ce programme soient mis à la disposition de l'administration des Etats, etc., afin que des programmes à grande échelle puissent être réalisés dans le pays;
- h) S'assurer le concours des organisations bénévoles pour qu'elles répandent le message de la campagne de préservation des récoltes céréalières;

/...

i) Aider l'administration des Etats à faire appliquer les dispositions conçues pour obliger les meuniers et les grainetiers à pratiquer de bonnes méthodes de stockage.

97. Les différents programmes de vulgarisation lancés dans le cadre de la campagne de préservation des récoltes céréalières sont réalisés à l'aide de 17 unités d'opération qui ont été créées sur le terrain en divers endroits du pays : Poona, Madras, Bhopal, Chaziabad, Hyderabad, Patna, Udaipur, Bhubaneshwar, Chandigarh, Calcutta, Lucknow, Gauhati, Bangalore, Ahmedabad, Trivandrum, Raipur et Varanasi. Tous ces services oeuvrent en étroite coopération avec les services de l'administration des Etats qui travaillent à la protection des végétaux, au développement rural, etc., ainsi qu'avec les centres qui assurent un enseignement à l'intention des agriculteurs et forment les agents appelés à travailler dans les villages. Des programmes de démonstration, de formation et de diffusion sont régulièrement organisés pour éduquer et persuader les agriculteurs et ainsi les amener à adopter des méthodes de stockage scientifiques.

98. La campagne de préservation des récoltes céréalières comprend les programmes ci-après :

a) Cours de formation rémunéré d'une durée de trois semaines s'adressant aux agriculteurs et aux négociants; tous les participants qui terminent le stage avec succès reçoivent 100 roupies et un certificat;

b) Cours de formation non rémunéré d'une durée d'une semaine environ, s'adressant aux agents appelés à travailler dans les villages et à d'autres agents de l'administration. Une attestation est délivrée aux participants qui terminent le stage avec succès;

c) Cours de formation non rémunéré s'adressant à des volontaires. Les stages durent deux ou trois jours et les participants reçoivent un certificat attestant qu'ils ont appris les techniques de stockage scientifiques;

d) Programmes de démonstration enseignant comment procéder aux opérations de prophylaxie, fumiger le grain, dératiser les habitations, enfumer les nids de rats dans les champs et améliorer les installations d'entreposage existantes;

e) Dans le cadre de programmes de diffusion, des moyens d'information divers - radio, télévision, expositions, films, projections de diapositives et distribution de documentation - sont utilisés pour répandre les techniques de stockage scientifiques;

f) Afin de répandre l'usage des récipients métalliques conçus par l'IGSI, qui protègent le grain contre l'humidité et les rongeurs et permettent les opérations de fumigation, des prêts s'élevant à plusieurs centaines de milliers de roupies sont consentis à l'administration de divers Etats pour faciliter l'achat de ces récipients et encourager la pratique de la fumigation;

g) Cent centres de formation d'agriculteurs participent à un programme conçu pour encourager l'adoption de procédés scientifiques de stockage au niveau domestique. Le Département indien de l'alimentation prend à sa charge dans chacun de ces centres, le coût des services d'une démonstratrice qui se rend dans les

/...

villages avoisinants pour éduquer les paysannes, forme les moniteurs des centres de façon qu'ils puissent inclure la question du stockage dans leurs programmes d'enseignement et s'occupe de fournir les pesticides et le matériel de diffusion nécessaire;

h) Certains des Etats ont obtenu, sur demande, une assistance financière devant leur permettre de créer dans le cadre de la campagne de préservation des récoltes céréalières, leurs propres équipes, qui travaillent de façon intensive à l'échelon des districts et autres divisions locales pour diffuser largement les techniques de stockage scientifiques;

i) Le programme de la campagne de préservation des récoltes céréalières a incité certaines organisations internationales à fournir une assistance pour renforcer l'action ainsi entreprise. C'est ainsi que le FISE a épaulé ce programme dans 10 secteurs du pays. La CEE, de son côté, a fourni une subvention, que l'on est en train de répercuter vers l'administration de divers Etats et qui permettra d'acheter des magasins de stockage, de mieux équiper les centres de formation agricole en matériel d'enseignement et de démonstration et de fournir des récipients de conservation métalliques aux agriculteurs.

3. Mesures visant à améliorer la distribution des produits alimentaires :
amélioration des moyens de communication entre les zones de production
et les centres de commercialisation, amélioration de l'accès aux marchés,
mesures de stabilisation et de soutien des prix, lutte contre les pratiques
abusives et garantie d'un approvisionnement minimum aux groupes nécessiteux

99. Un système de distribution bien organisé, qui fait partie intégrante du plan directeur concernant l'approvisionnement et la gestion pour tout ce qui concerne les denrées considérées comme indispensables à l'alimentation humaine fonctionne actuellement en Inde. Avec ce système, environ 300 000 magasins situés aussi bien en milieu urbain que dans les régions rurales pratiquent des prix modérés. Ces magasins ont ainsi distribué en 1981 quelque 13,10 millions de tonnes de céréales alimentaires. Ils opèrent sous licence délivrée par l'administration locale, et vendent des denrées de première nécessité. Les principales denrées ainsi vendues sont les céréales (notamment blé et riz), le sucre et les huiles végétales. Ces magasins s'approvisionnent et revendent les produits à des prix qui sont périodiquement révisés et qui restent très inférieurs aux prix du marché. Ce programme a un double objectif : stabiliser dans le pays les prix des céréales à la consommation, et protéger les intérêts des consommateurs à faibles revenus.

Nutrition et alimentation

100. On estime que les vivres qui sont mis sur le marché au niveau de la vente au détail représentent à peu près 2 200 calories et 52 grammes de protéines par personne par jour, le minimum requis étant de 2 150 calories et 45,2 grammes de protéines. Mais il est peut-être bon de rappeler ici que cet apport par personne n'est qu'un chiffre moyen indiquant les disponibilités et valant pour l'ensemble de la population, et qu'il ne correspond pas nécessairement à la consommation individuelle réelle. On constate des écarts considérables dans les disponibilités alimentaires et dans la consommation d'une région à l'autre, et même, à l'intérieur d'une région, d'un groupe socio-économique à l'autre.

/...

101. Le groupe de population considéré comme vulnérable d'un point de vue physiologique (évalué sur la base des estimations de 1979, qui fixaient la population totale à 637 030 000 habitants) est de l'ordre de 213 millions de personnes, dont 101,5 millions d'enfants de moins de 6 ans, 82,2 millions d'enfants de 6 à 11 ans et 29,3 millions de femmes enceintes ou allaitantes. Près de 76,3 p. 100 de la population est rurale, menant une existence régie par les traditions et les coutumes, et à peine 36,2 p. 100 des Indiens sont alphabétisés.

102. On a constaté que les principales carences nutritionnelles qui contribuent à la malnutrition sont les suivantes :

- a) Malnutrition protéino-calorique;
- b) Avitaminose A;
- c) Carence en fer;
- d) Carence en complexe de vitamines B.

103. Les autres affections associées à la malnutrition qui ont été relevées dans certaines régions et dans certaines couches de la population sont le goître, le lathyrisme, la carence en vitamine D, la carence calorique, la carence en vitamine C et la fluorose. Afin de lutter contre la sous-alimentation et la malnutrition qui sont largement répandues dans la population et en particulier dans les couches vulnérables, le Gouvernement indien a pris des mesures diverses. Il a notamment été prévu d'accroître la production agricole et d'intensifier l'élevage et la pêche. On s'est tout particulièrement préoccupé des groupes vulnérables, des groupes à faible revenu et des régions où existent des problèmes de nutrition. Divers programmes conçus pour améliorer la nutrition ont été lancés par le gouvernement et sont actuellement réalisés sous la responsabilité de différents services de l'administration centrale et de l'administration des Etats; il s'agit notamment des opérations suivantes :

- a) Intensification de la production alimentaire, programmes d'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits alimentaires offerts au consommateur; par exemple enrichissement du sagou par des concentrés de protéines, du sel par le fer, du lait par la vitamine A, production d'aliments enrichis, par exemple aliments de sevrage, pain, etc.;
- b) Méthodes scientifiques de stockage domestique des récoltes céréalières, de stockage dans les cuisines publiques, etc.;
- c) Programmes de nutrition appliquée conçus pour inciter la population à produire et à consommer des aliments "utiles";
- d) Programmes spéciaux de nutrition et programmes de nutrition dits "Balvadi" s'adressant aux enfants d'âge préscolaire et associés à des services intégrés axés sur le développement de l'enfant;
- e) Centres s'occupant de répandre les notions de nutrition, conserveries communautaires et centres de stockage de produits alimentaires, instituts des techniques de la restauration et de nutrition appliquée;

- f) Conception générale d'un système intégré d'alimentation et de nutrition;
- g) Programme de repas de midi dans les établissements scolaires;
- h) Action préventive par la vitamine A chez les enfants d'âge préscolaire, prévention et thérapie de l'anémie chez les femmes enceintes et les enfants d'âge préscolaire, programme de lutte contre le goître, etc.

104. Par ailleurs, les divers Etats réalisent des opérations de nutrition appliquée et l'on essaie d'amener la population, et en particulier les couches vulnérables, à changer leurs habitudes alimentaires. De plus, le Ministère du développement rural, s'est penché avec beaucoup d'attention sur l'amélioration de la situation des femmes, en particulier les femmes des couches les plus défavorisées, en tant que travailleuses rémunérées, amélioration dont on admet maintenant qu'elle est indispensable pour qu'il y ait progrès dans l'état nutritionnel des enfants, des mères et des membres de la collectivité en général.

105. Parmi les activités se rapportant à la nutrition appliquée qui sont réalisées dans les unités de développement communautaire, certaines sont conçues pour éduquer les collectivités, les mères et les familles et pour encourager les groupes vulnérables à produire et à consommer des aliments riches en éléments nutritifs.

106. On essaie actuellement de sensibiliser la collectivité en général et les individus pour qu'ils comprennent les problèmes nutritionnels qui se posent dans les groupes vulnérables et de les amener à s'intéresser et à participer au programme d'intervention et d'éducation relatif à la nutrition. On s'est rendu compte que le problème qui consiste à satisfaire les besoins essentiels de la nutrition en milieu rural est déjà en grande partie résolu lorsqu'on peut amener la communauté à comprendre et à intervenir, et on s'emploie donc à organiser les femmes en associations organisées ou informelles. On essaie également d'inclure de plus en plus de femmes dans diverses opérations de l'IRD (programme indien de développement rural) et du Trysem (programme préparant la jeunesse rurale aux emplois non salariés), afin qu'elles puissent acquérir des qualifications et ainsi exercer une activité génératrice de revenus.

Adulteration des produits alimentaires

107. Afin de minimiser l'adulteration et la contamination des produits alimentaires, et d'en améliorer la qualité et la salubrité au stade de la vente ou du stockage, ainsi que l'hygiène alimentaire à tous les niveaux, le gouvernement a promulgué dans le cadre de la Loi de 1954 sur la prévention de l'adulteration des produits alimentaires des dispositions législatives très complètes qui permettent d'exercer dans toute l'Inde des contrôles de qualité sur une grande variété de denrées et produits alimentaires. Un comité central des normes dans l'alimentation a été constitué en application de cette loi; il est chargé de conseiller l'administration centrale et les administrations des Etats sur des questions consécutives à l'application de ce texte. Celui-ci énonce certaines règles primordiales : les produits alimentaires doivent être à l'abri de la saleté et de la décomposition, préparés et manipulés dans des conditions sanitaires

satisfaisantes, enfermés dans des emballages sains et homologués, ne comporter que les additifs autorisés, qui ne doivent pas dépasser un certain pourcentage, les quantités et le contenu des emballages doivent être déclarés de façon exacte, etc. L'objet essentiel de ces diverses dispositions de la Loi sur la prévention de l'adulteration des produits alimentaires est de fixer des normes minimales qui garantissent la production d'une alimentation de qualité, et donc de protéger la santé du consommateur. Cette loi et les règlements d'application s'y rapportant visent toutes les adulterations et contrefaçons possibles.

108. Les lois relatives à l'alimentation énumérées ci-après sont les textes les plus importants appliqués par le pays pour prévenir l'adulteration et la contamination des produits alimentaires :

- a) Loi de 1954 sur la prévention de l'adulteration des produits alimentaires (Prevention of Food Adulteration Act);
- b) Loi de 1955 sur les produits de base essentiels (Essential Commodities Act). Conçu pour protéger le public, ce texte impose dans les circuits commerciaux un contrôle de la production, de l'approvisionnement et de la distribution de certains produits, parmi lesquels les produits alimentaires. De même, la loi de 1980 sur la prévention du marché noir et le maintien des approvisionnements en produits de base essentiels est appliquée avec l'idée d'empêcher tout agissement individuel qui pourrait nuire au maintien des approvisionnements en produits de base indispensables à la collectivité, en autres les produits alimentaires;
- c) Loi de 1963 sur les exportations (contrôles de qualité et inspections) (Export (Quality Control and Inspection) Act);
- d) Loi de 1958 réglementant l'industrie du riz (Rice Milling Industry (Regulation) Act);
- e) Loi de 1958 sur les produits agricoles (tri de qualité et vente) (Agricultural Produce (Grading and Marketing) Act);
- f) Arrêté de 1972 sur l'expansion des exportations de produits de la mer (Marine Products Export Development Authority);
- g) Loi de 1974 sur les insectes et animaux nuisibles (Destructive Insects and Pests Act);
- h) Loi et réglementation de 1977 sur les insecticides (Insecticide Act and Rules);
- i) Loi de 1952 relative à l'organisme indien de normalisation (estampilles de garantie) et dispositions s'y rapportant (Indian Standards Institution (Certification Marks) Act). Ce texte concerne la normalisation et la facture des produits et vise tous les articles et tous les processus de fabrication. Le terme "article" tel qu'il est employé dans cette loi désigne tout produit, artificiel ou naturel, ou en partie artificiel et en partie naturel, à l'état brut ou partiellement ou totalement traité ou fabriqué. Toutefois, les normes à respecter en vertu de cette loi sont laissées à la discrétion des fabricants, etc., qui

/...

peuvent obtenir, sur demande présentée dans les formes prévues, les licences nécessaires pour pouvoir utiliser l'estampille qui indique que le produit est garanti conforme aux normes fixées par l'organisme indien de normalisation. Mais la conformité à ces normes peut être exigée pour tout article en vertu des dispositions d'autres lois nationales, par exemple la loi de 1955 sur les produits de base essentiels;

j) Loi de 1898 et règlement de 1953 sur l'importation d'animaux d'élevage (Live Stock Importation Act and Rules).

109. Les services de l'administration centrale qui s'occupent du Contrôle des produits alimentaires sont les suivants :

a) Ministère de l'agriculture et de l'irrigation :

- i) Division de l'alimentation;
- ii) Division de la reconstruction rurale;
- iii) Organisme indien des normalisations (Indian Standards Institution);
- iv) Division de l'agriculture;

b) Ministère de la santé et de la protection sociale :

- i) Direction générale des services de santé, administrations des Etats et organismes locaux;
- ii) Comité central des normes dans l'alimentation (Central Committee for food Standards);

c) Les contrôles visant à déterminer s'il y a aduItération des marchandises d'importation et d'exportation incombent aux organismes suivants :

- i) Autorités sanitaires des ports, qui inspectent les marchandises importées comme prévu par la Loi sur la prévention de l'aduItération des produits alimentaires;
- ii) Conseil indien chargé de l'inspection des exportations (Export Inspection Council of India), qui relève du Ministère du Commerce et inspecte avant l'embarquement, en application de la loi sur les contrôles de qualité et l'inspection des exportations, les produits alimentaires expédiés à l'étranger.

110. L'Inde a pris une mesure effective dans le sens de la création d'un système national de sécurité alimentaire conformément à l'orientation des résolutions adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation - en s'employant avec vigueur à constituer de façon systématique un stock de régulateur d'un volume satisfaisant. Cet effort a nécessité un apport massif de fonds pour pouvoir acheter des céréales vivrières et construire des entrepôts. A la fin du mois de décembre 1981, le volume total des stocks conservés par les organismes publics était estimé à environ 11,28 millions de tonnes de céréales.

111. Afin que les prix à la consommation des céréales restent stables et en particulier que les intérêts des consommateurs à faible revenu soient protégés, l'Inde s'est dotée d'un système public de distribution bien organisé, appuyé sur un vaste réseau de magasins à prix modérés. Environ 284 000 de ces magasins opèrent dans le pays. Ils ont assuré la distribution de quelque 13,10 millions de tonnes de céréales alimentaires pendant l'année 1981.

112. L'Inde a par ailleurs participé d'une façon active à l'élaboration d'un nouvel arrangement international sur les céréales pour remplacer l'Accord international sur le blé de 1971. Les principaux éléments du nouvel instrument proposé étaient les suivants :

a) Constitution d'une réserve internationale de céréales d'un volume suffisamment important pour atteindre un niveau minimum garantissant contre le retour des crises vivrières;

b) Fixation des fourchettes de prix à pratiquer lorsque des suppléments seront ajoutés à la réserve (quand les prix tombent au-dessous d'un certain niveau); une partie des stocks seraient mis sur le marché lorsqu'on voudrait empêcher qu'il y ait pénurie (quand les prix dépassent un certain niveau);

c) Dispositions spéciales permettant aux pays en développement de constituer et de gérer des réserves nationales : a) dans certaines circonstances, levée des obligations découlant de l'arrangement, et b) fonds de financement devant permettre à ces pays de mettre en place l'infrastructure et les divers aménagements nécessaires pour pouvoir acheter, entreposer et distribuer les stocks de leur réserve nationale et pour s'acquitter de façon générale des obligations qui leur incombent en tant que membres à part entière de l'accord sur les céréales.

113. Le nouvel arrangement proposé a également été au centre des négociations d'une conférence des Nations Unies organisée à Genève en 1978 et 1979 sous les auspices de la CNUCED. Mais l'accord n'a pu être conclu, en raison des divergences de conception entre pays développés et pays en développement. Le Conseil international du blé s'emploie maintenant à trouver une autre voie d'approche.

114. Le Gouvernement indien a par ailleurs participé activement et de façon positive aux discussions sur les questions relatives à l'alimentation qui se sont tenues dans diverses assemblées internationales comme le Comité de la FAO, le Conseil mondial de l'alimentation, les réunions des pays non alignés, les réunions des pays du Commonwealth, etc. L'Inde a également aidé autant qu'elle le pouvait certains de ses voisins, par exemple le Viet Nam, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Kampuchea, etc., à surmonter les difficultés qu'ils rencontraient dans le domaine de l'alimentation, en leur fournissant, à titre d'assistance de secours ou de prêts sous forme de produits, du blé, de la farine de blé et du riz.

B. Droit à un vêtement suffisant

115. L'industrie textile est essentiellement réglementée par deux lois, à savoir la loi de 1951 sur les industries (développement et réglementation) et la loi de 1955 sur les principaux produits de base. L'industrie est régie par l'article 23 de l'annexe I de la première de ces lois. Les principales ordonnances sont les suivantes :

/...

- a) L'ordonnance de 1948 sur les textiles de coton;
- b) L'ordonnance de 1956 sur les textiles (production par métier à tisser);
- c) L'ordonnance de 1962 sur les textiles de soie artificielle (production et distribution);
- d) L'ordonnance de 1962 sur les textiles de laine (production et distribution);
- e) L'ordonnance de 1962 sur les machines employées dans l'industrie textile (production et distribution).

116. L'industrie textile est l'une des plus anciennes du pays et occupe une place importante dans la production industrielle et les exportations. Elle comprend non seulement le secteur organisé des filatures mais aussi le secteur décentralisé (métier à tisser à la main, métier mécanique et khadi). L'industrie se répartit en outre en divers secteurs selon la fibre principale utilisée, à savoir coton, soie artificielle, laine ou soie.

117. On compte actuellement 693 filatures de coton, dont 278 filatures composites et 415 filatures manuelles. Conformément à la politique textile qui accorde la primauté au secteur du tissage à la main, aucune expansion du tissage n'a été autorisée dans le secteur industriel organisé si ce n'est à des fins spécifiques d'exportation. En ce qui concerne le filage, la politique consistant à supprimer la licence pour les installations comptant jusqu'à 50 000 broches, reste en vigueur. A la fin de septembre 1981, il y avait au total 21,4 millions de broches dans le pays et 209 000 métiers dans le secteur industriel organisé.

118. L'industrie des textiles de coton est l'un des plus gros employeurs du pays. Elle comptait 1 194 000 employés à la fin de septembre 1981.

119. Un programme de prêts à des conditions avantageuses vise à moderniser l'industrie textile et 298 prêts d'un montant total de 3,9 milliards de roupies ont été approuvés à ce titre jusqu'à novembre 1981.

Programme de fabrication de tissus contrôlés et de tissus janata

120. La politique textile prévoit la production de 650 millions de mètres carrés de tissu contrôlé dont à peu près la moitié provenant du secteur des métiers à tisser à la main. Le programme de tissus contrôlés, arrêté conformément à cette politique, prévoit la production de 325 millions de mètres carrés de tissus contrôlés dans le secteur des filatures (par la National Textile Corporation, entreprise du secteur public relevant du pouvoir central) et de 325 millions de mètres carrés dans le secteur du tissage à la main. La société nationale produit des saris, des dhotis et du tissu au mètre, tandis que le secteur du tissage à la main ne produit que des saris et des dhotis. Les quantités de tissus contrôlés produites par le secteur manufacturé et celui du tissage à la main pendant les cinq dernières années sont les suivantes (en millions de mètres carrés) :

/...

<u>Année</u>	<u>Secteur manufacturier</u>	<u>Tissus janata tissés à la main</u>
1977-1978	347	72
1978-1979	367	126
1979-1980	345	204
1980-1981	491	297
1981-1982	223 (avril-décembre 1981)	214 (avril-novembre 1981)

Les tissus contrôlés sont vendus à prix social aux couches les plus défavorisées de la société.

Programme de fabrication de tissus bon marché

121. Dans le cadre du programme de fabrication de vêtements bon marché introduit en septembre 1979, l'industrie manufacturière a spontanément accepté de fournir chaque année un milliard de mètres de coton et de viscose à bas prix (le prix maximal pour le consommateur ne dépasserait pas 6,36 roupies le mètre, marge commerciale, droit d'excise, octroi etc. inclus). La Société textile nationale et d'autres filatures privées ayant demandé une augmentation du plafond pour les tissus bon marché pour tenir compte de la hausse des coûts, celui-ci a été porté de 6,36 à 7,31 roupies le mètre avec effet à compter du 1er février 1982. Pendant la période allant du 1er janvier au 1er décembre 1981, on a produit 507 millions de mètres de tissus bon marché.

Production de tissus et de filés

122. Les quantités totales de tissus et de filés produites par le secteur manufacturier et le secteur décentralisé au cours des cinq dernières années sont les suivantes (filés en millions de kilogrammes, tissus en millions de mètres) :

<u>Année</u>	<u>Filés</u>	<u>Tissu de coton produit par le secteur manufacturier</u>	<u>Tissu de coton (100 p. 100 ou mélange) produit par le secteur manufacturier</u>	<u>Secteur décentralisé</u>	<u>Total</u>
1977-1978	1 149	3 144	992	4 354	8 490
1978-1979	1 272	3 317	1 211	6 180	10 708
1979-1980	1 217	3 231	1 054	6 097	10 382
1980-1981	1 298	3 434	934	6 620	10 988
1981-1982	1 260			7 160	11 302

4 142
(total pour le tissu produit
par le secteur manufacturier)

/...

Rationalisation des taxes à l'importation sur les fibres et filés artificiels

123. Conformément à la politique textile telle qu'elle a été définie le 9 mars 1981, on a examiné les taxes sur les fibres et filés artificiels et procédé aux importants changements ci-après :

a) Les manufactures de filés et fibres pourront bénéficier d'une diminution d'excise de 10 p. 100 pour la partie de la production au-delà de 110 p. 100 de la production de 1982. On veut ainsi les encourager à utiliser davantage leur capacité et à accroître leur productivité;

b) Afin de populariser les mélanges les moins chers et les plus adéquats contenant de 10 à 50 p. 100 de polyester, on a réduit les droits correspondants qui sont passés de 22,50 à 11,25 roupies le kilo. De même, les droits sur les mélanges contenant de 50 à 70 p. 100 de polyester ont été réduits, passant de 30 à 22 roupies le kilo. Les droits sur les mélanges contenant moins de 16 p. 100 de polyester ont été portés de 1,63 à 7,50 roupies le kilo parce que ces produits n'ont pas les qualités souhaitables. Les droits sur l'ouvrison ont été supprimés pour les étoffes tissées à la main. Les droits sur l'ouvrison pour les tissus coûtant plus de 20 roupies le mètre carré départ usine ont été portés de 5,5 à 7,5 p. 100;

c) La fibre acrylique est de plus en plus demandée pour le tricotage à la main et on fait face à une pénurie dans ce domaine. On a seulement importé environ 225 tonnes de fibres acryliques parce que l'écart entre le taux du droit d'excise et celui du droit compensateur est considérable. Afin de favoriser les importations et également de maintenir l'équilibre entre les fibres acryliques et les autres fibres telles que le polyester, le droit d'excise a été porté de 12,5 à 17,5 roupies le kilo, tandis que le droit compensateur a été réduit, passant de 37,5 à 30 roupies le kilo;

d) Pour accroître l'approvisionnement en filés cellulosiques, le droit à l'importation sur les filés d'acétate a été réduit;

e) Afin d'encourager l'utilisation de fibres polynosiques HWM supérieures, le droit d'excise sur ces produits a été réduit, passant de 5 à 4 roupies le kilo tandis que le droit d'excise sur la viscose a été porté de 3,25 à 4 roupies le kilo;

f) Les droits de douane sur les filés ont augmenté de 5 p. 100. Cette mesure assurera un certain avantage aux fabricants locaux.

124. Ces modifications de droits auront pour principal effet d'encourager l'utilisation de fibres discontinues en polyester pour produire des tissus de meilleure qualité, de plus en plus demandés même dans les classes les moins aisées de la société.

C. Droit au logement

125. La justice sociale a toujours été l'objectif fondamental des plans de développement indiens. Dans les divers plans quinquennaux, on a tenté d'atteindre l'objectif social du développement en prévoyant un niveau minimal de consommation sociale pour divers secteurs et couches de la société. Dans le programme national

/...

relatif aux besoins minimaux, repris dans le plan quinquennal (1980-1985), on a prévu de fournir des services sociaux et notamment de distribuer des terrains à bâtir aménagés aux travailleurs sans terre des zones rurales. Le programme comprend maintenant aussi une assistance pour la construction d'un logement. En ce qui concerne les logements en zone urbaine, le programme relatif aux besoins minimaux prévoit également l'assainissement des taudis. Bien qu'il ne soit pas prévu par la Constitution ou la loi, le droit au logement est un objectif reconnu dans les plans nationaux de développement social et économique.

126. Les lois actuellement en vigueur dans le domaine du logement sont les suivantes :

a) La loi sur les contrôles des loyers (dont l'application relève des gouvernements des Etats) ;

b) Le Housing Board Act, (loi du Conseil du logement) (dont l'application relève des gouvernements des Etats) ;

c) La loi de 1976 sur les terrains en zones urbaines (plafond et réglementation) ;

d) Les arrêtés municipaux ;

e) Les Homestead Tenancy Laws (dont l'application relève des gouvernements des Etats).

127. La Loi sur les contrôles des loyers. Le contrôle des loyers est l'une des importantes mesures de réglementation dans le secteur du logement. La législation sur le contrôle des loyers promulguée par les gouvernements des divers Etats contient des dispositions concernant la fixation du loyer normal, la protection des locataires contre l'expulsion, le contrôle des sous-locations et les obligations et devoirs des propriétaires (services à fournir, réparations et entretien).

128. Le Housing Board Act. Les conseils du logement jouent au niveau des Etats un rôle important en permettant de fournir des logements à des coûts raisonnables, en particulier aux groupes à revenus faibles et moyens qui ne peuvent par leurs propres efforts satisfaire leurs besoins en matière de logement. Ces conseils sont des organes officiels constitués en vertu de lois promulguées par les Etats.

129. La loi de 1976 sur les terrains en zones urbaines (plafond et réglementation). Cette loi a été promulguée le 17 février 1976. En vigueur dans 17 des 22 Etats et dans chacun des 9 territoires de l'Union, elle vise les objectifs ci-après :

a) Empêcher la concentration des biens urbains dans les mains de quelques personnes ainsi que la spéculation et les bénéfices excessifs qui en découlent ;

b) Procéder à la socialisation des terres dans les agglomérations urbaines dans l'intérêt commun en assurant la répartition équitable ;

c) Freiner la construction de logements de luxe conduisant à une consommation excessive de matériaux de construction rares et assurer l'utilisation équitable de ces matériaux ;

d) Assurer une urbanisation bien ordonnée.

/...

130. Cette loi prévoit la suppression des plafonds pour l'exploitation des terres vacantes si les propriétaires de ces terres offrent des logements aux couches les plus défavorisées de la société. Elle accorde également des exemptions en faveur des établissements publics et des coopératives de logement. Elle impose une limite pour la surface des unités de logements qui doivent être construites dans l'avenir. Les dispositions de la loi prévoient notamment qu'au moins 50 p. 100 des unités de logement devant être construites doivent avoir une surface ne dépassant pas 40 m², les autres ne devant pas dépasser 80 m². Les autres conditions imposées sont les suivantes : les unités de logement doivent être achevées dans les cinq ans qui suivent la date d'octroi de l'autorisation par l'autorité compétente et peuvent être vendues (au comptant ou à crédit) ou louées. La loi prévoit une formule pour calculer le coût de l'unité de logement.

131. Le fait nouveau le plus important dans le domaine des grands programmes de construction de logements a été l'établissement en 1970 d'une institution technofinancière nationale, l'Hindustan Urban Development Corporation (HUDCO), dont les objectifs sont notamment :

- a) De financer ou de réaliser des programmes de construction de logement et d'urbanisation;
- b) De financer ou d'entreprendre, complètement ou partiellement, des projets de création de villes nouvelles ou de villes satellites;
- c) De financer ou de prendre en charge la création d'industries de matériaux de construction;
- d) De promouvoir et de mettre au point les projets de conception et de planification des activités relatives notamment aux programmes de logement et d'urbanisation en Inde et à l'étranger et de fournir à cette fin aide, collaboration et services consultatifs.

132. Le Ministère des travaux publics et du logement a progressivement introduit les programmes de construction de logements sociaux ci-après pour répondre aux besoins des diverses couches de la société :

- a) Programme intégré de logements subventionnés pour les travailleurs industriels et les couches le plus défavorisées de la société, 1952;
- b) Programme de logements pour les groupes à faible revenu, 1954;
- c) Programme d'assainissement et d'élimination des taudis, 1956;
- d) Ensemble de projets de construction de logements dans les villages, 1957;
- e) Programme de logements pour groupes à revenu moyen, 1959;
- f) Programme de logements à usage locatif pour les employés des gouvernements des Etats, 1959;
- g) Programme d'acquisition et d'aménagement de terres, 1959;

/...

h) Programme de fourniture de terrains à bâtir aux travailleurs sans terre dans les zones rurales, 1971;

i) Programme d'assainissement des taudis, 1972;

j) Programme de logements subventionnés pour les travailleurs des plantations, 1966.

133. Ces programmes de logements sociaux (mis à part le programme de logements subventionnés pour les travailleurs des plantations qui relève quant à lui du secteur central) relèvent maintenant des Etats et sont exécutés par les gouvernements des Etats dans le cadre de leurs autres programmes. Tous les programmes de logements sociaux comprennent un élément subvention. Dans le cadre du programme intégré de logements subventionnés pour les travailleurs industriels et les couches les plus défavorisées de la société on accorde à la fois des subventions en capital et des allocations de logement. Dans le cadre du programme de logements subventionnés pour les travailleurs des plantations on accorde des subventions en capital et des bonifications d'intérêt. De même, les programmes pour les groupes à revenu faible et les groupes à revenu moyen permettent de bénéficier de prêts à des conditions de faveur accompagnés d'une subvention implicite. Des subventions forfaitaires sont accordées au titre du programme de logements en zone rurale. La subvention implicite que représente la fourniture gratuite d'un terrain à bâtir peut être de l'ordre de 500 à 750 roupies.

134. Une assistance directe du secteur public est proposée pour le logement des couches les plus défavorisées de la population. La stratégie consiste ici à fournir des terrains et des services en finançant l'établissement d'une structure minimale, le bénéficiaire se voyant octroyer un prêt n'excédant pas 3 000 roupies, remboursable à des conditions de faveur sur 20 à 25 ans. Le programme prévoit que les bénéficiaires amélioreront eux-mêmes par leurs propres efforts la qualité de leur logement. On a ouvert un crédit d'environ 4,85 milliards de roupies au titre du sixième plan quinquennal (1980-1985) afin de construire environ 1,62 million d'unités.

135. Dans le cadre du programme de terrains et de services, on envisage de fournir, en particulier aux familles les plus pauvres, des parcelles aménagées, bien disposées et équipées des services de base. Les bénéficiaires compléteront leurs maisons par eux-mêmes, en respectant des normes qui leur assureront la sécurité de jouissance. Ces familles transformeront progressivement ces constructions en logements adéquats, logements pour lesquels elles n'auraient jamais disposé des fonds initiaux nécessaires.

136. Un autre trait important du programme de construction de logements du plan national 1980-1985 réside dans l'accroissement de l'assistance financière pouvant être accordée dans le cadre du programme de terrains à bâtir en zone rurale et la fourniture, pour la première fois, d'une assistance gouvernementale pour la construction de logements. Un crédit de 3,54 milliards de roupies a été ouvert au titre de l'assistance financière destinée à faciliter l'achat de parcelles et la construction de maisons. L'assistance sera de 500 à 750 roupies par famille, somme qui a été jugée adéquate dans certains Etats ayant adopté des techniques de construction à faible coût. Le sixième plan quinquennal prévoit l'attribution de terrains à bâtir à 6,8 millions de familles, ce qui permettra ainsi d'atteindre

/...

toutes les familles remplissant les conditions requises (14,5 millions) d'ici 1985. De même, 3,6 millions de familles bénéficieront d'une aide à la construction. Tous les apports en main-d'oeuvre seront fournis par les bénéficiaires eux-mêmes. Dans certains Etats, l'assistance fournie est plus importante et comporte un élément subvention et un élément prêt. Tout cela s'inscrit dans le programme en 20 points qui définit les divers domaines où il convient de donner une impulsion spécifique pour obtenir des résultats tangibles immédiats.

137. L'HUDCO, organisation financière gouvernementale, contribue aussi activement à accroître le rythme de la construction de logements dans le pays. Elle a financé la construction de plus de 1,3 million de maisons en 10 ans et doublera le nombre de ses opérations pendant la période couverte par le sixième plan quinquenal (1980-1985). Cette organisation finance des maisons dans 391 villes et des centaines de villages, répartis dans presque tous les Etats et territoires de l'Union. L'HUDCO est tenue d'affecter 55 p. 100 de ses investissements à la satisfaction des besoins des couches les plus défavorisées de la société et des groupes à faible revenu. Au 31 mars 1982, elle a approuvé la construction de 809 701 logements pour les couches les plus défavorisées de la société. Elle applique des taux d'intérêt qui varient en fonction des revenus des groupes concernés. Les coûts des maisons financées par l'HUDCO dans chaque catégorie ne peuvent dépasser certaines limites, ceci afin que les faibles taux d'intérêt appliqués dans le cadre du programme pour les couches les plus défavorisées et les familles à faible revenu profitent essentiellement aux pauvres et que les maisons ainsi construites ne soient pas facilement occupées par les membres des classes les plus aisées.

138. Pour que les investissements dans la construction profitent aux couches les plus défavorisées de la population, soit plus de 75 p. 100 des ménages, le Gouvernement indien a demandé aux gouvernements des Etats :

a) D'adopter les formules de prêt de l'HUDCO quelle que soit la provenance des fonds;

b) De veiller à ce que les sociétés de financement des logements construits selon le système coopératif affectent des pourcentages déterminés de leurs fonds au profit des diverses catégories de revenu et assortissent également leurs prêts de taux d'intérêt différents;

c) De veiller à ce que la construction publique reflète les structures de revenu de la manière suivante:

- i) 75 p. 100 des maisons pour les familles dont le revenu ne dépasse pas 350 roupies par mois;
- ii) 15 p. 100 pour les familles dont le revenu va de 351 à 600 roupies par mois;
- iii) 10 p. 100 pour les familles dont le revenu va de 601 à 1 500 roupies par mois.

Des plafonds similaires ont également été établis pour l'utilisation des fonds de la Life Insurance Corporation (société d'assurance-vie) afin que les couches les plus défavorisées de la population et les groupes à faible revenu puissent en bénéficier selon des proportions différentes. /...

Approvisionnement en eau dans les zones rurales

139. A la demande du Gouvernement indien, une enquête a été effectuée dès 1972 pour déterminer les villages où le problème d'approvisionnement en eau potable était le plus aigu, c'est-à-dire les villages qui n'avaient pas, dans un rayon de 1,6 km, de source d'approvisionnement en eau située à une profondeur maximale de 15 m et les villages qui avaient de telles sources mais dont l'eau n'était pas potable parce qu'elle causait des maladies de manière endémique ou contenait des produits chimiques en quantités telles qu'elle représentait un danger pour la santé. Un grand nombre de ces villages ont été identifiés.

140. En vertu de la Constitution indienne, l'approvisionnement en eau potable, en zone rurale ou en zone urbaine, relève des Etats, et les gouvernements des Etats et les administrations des territoires de l'Union sont chargés d'élaborer et d'exécuter des programmes dans ce domaine en tenant compte de leurs priorités. Le montant total des fonds alloués à ce secteur dans le sixième plan quinquennal (1980-1985) est de 39,22 milliards de roupies. L'approvisionnement en eau potable dans tous les villages où se posent des problèmes est prévu dans le nouveau programme en 20 points. L'objectif de ce programme est d'assurer l'approvisionnement en eau potable des villages souffrant d'une pénurie chronique ou ne disposant pas de source d'eau salubre. Selon les données les plus récentes fournies par les gouvernements des Etats, il y avait en Inde environ 231 000 villages qui avaient besoin à titre prioritaire d'installations d'approvisionnement en eau. Pendant la période couverte par le sixième plan, on s'efforcera de fournir à tous les villages où se posent des problèmes au moins une source, disponible tout au long de l'année, d'approvisionnement en eau potable.

141. Les montants alloués à cette fin dans le sixième plan sont de 20,07 milliards de roupies, dont 14,07 pour le secteur relevant des Etats et 6 milliards au titre du programme accéléré, organisé au niveau national, d'approvisionnement en eau des zones rurales. On a doté 25 978 villages d'installations d'approvisionnement en eau potable en 1980-1981 et 8 166 villages en 1981-1982 (jusqu'à septembre 1981).

142. Deux conférences, organisées à New Delhi en février 1982, ont réuni les représentants des gouvernements des Etats, l'une au niveau officiel et l'autre au niveau ministériel. A la conférence organisée au niveau ministériel, il a été décidé que tous les Etats et territoires de l'Union devaient au plus vite résoudre le problème de l'approvisionnement en eau des villages où se posent des problèmes en recherchant le meilleur rapport coût-efficacité et en respectant les délais fixés. Il a été décidé qu'il faudrait, pendant la période couverte par le sixième plan, assurer l'approvisionnement en eau de 231 000 villages. Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'Inde célèbre aussi la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) et, du fait qu'elle a approuvé la résolution de l'ONU sur la question, espère que d'ici 1990 tous les habitants de l'Inde pourront au moins disposer de la quantité minimale d'eau potable dont ils ont besoin. En outre, lors d'une conférence organisée à New Delhi en février 1982, on a adopté des recommandations concernant la façon d'aborder le programme de la Décennie, la formation de comités apex au niveau des Etats, les objectifs physiques, les priorités et les normes, la coordination intersectorielle, etc.

/...

Assainissement dans les zones rurales

143. L'installation de latrines satisfaisantes dans les zones rurales en Inde est un problème d'une grande complexité. Il faut l'étudier sous divers aspects : aspects social et économique, éducation, santé et technique. Avec l'apparition en Inde en 1952, du mouvement de développement communautaire, on a compris qu'il convenait d'examiner de près ce problème et d'élaborer des techniques et du matériel d'enseignement à l'intention des habitants des zones rurales.

144. Un examen critique a révélé qu'on n'avait jusqu'à présent pas encore tenté d'aborder le programme d'assainissement rural de manière complète, mis à part quelques projets de recherche sur le sujet. L'un des principaux problèmes en ce qui concerne l'assainissement dans les zones rurales réside dans le fait que les latrines sont pratiquement inconnues dans les villages. De ce fait, les défécations se font en plein champ et dans des endroits abrités au voisinage des cours d'eau, ce qui a conduit à une pollution du sol et de l'eau; depuis des générations, la population rurale est exposée aux risques d'infection et de maladie mortelle.

145. Selon une enquête sur les conditions de logement effectuée en 1973-1974 par la National Sample Survey Organization (Organisation nationale d'enquêtes par échantillonnage), 92,4 p. 100 des ménages ruraux ne disposent d'aucune latrine. L'expérience montre que le problème d'installation de latrines en zone rurale n'est pas dû uniquement à un manque de ressources mais également à d'autres facteurs, notamment sociaux, culturels, éducatifs, etc.

146. A la conférence tenue en février 1982, il a été décidé que chacun des gouvernements des Etats devrait adopter un calendrier pour la transformation des latrines sans eau dans les zones urbaines et la suppression de la pratique dégradante de manutention manuelle des déchets humains. Avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement, on a établi des rapports de faisabilité concernant l'introduction de latrines à faible coût dans 110 villes réparties dans sept Etats. On a conseillé aux gouvernements des Etats de formuler des propositions pour l'exécution de ces projets. On propose d'entreprendre des études de faisabilité similaires pour 100 autres villes (en couvrant ainsi la plupart des autres Etats) avec l'assistance du PNUD.

Recherches

147. Sous l'égide du Council of Scientific and Industrial Research (CSIR), le Central Building Research Institute (CBRI) entreprend des recherches dans le domaine des sciences et des techniques de construction pour aider les spécialistes, les fabricants de matériaux de construction et les constructeurs à mieux comprendre les processus intervenant dans la construction et à élaborer de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques dans un souci d'économie et d'efficacité. La National Building Organization (NBO), relevant du Ministère des travaux publics et du logement, diffuse les résultats de la recherche dans les instituts tels que le CBRI et favorise leurs applications sur le terrain. Ce faisant, la NBO souligne qu'il faut adopter des techniques appropriées compte tenu de la situation en matière de logement, qui varie d'une région à l'autre en raison des différences climatiques et culturelles. Un certain nombre de concepts novateurs et de techniques de matériaux et de construction nouveaux ont été introduits. On a entrepris des programmes de

/...

construction expérimentale dans diverses parties du pays pour promouvoir l'utilisation plus rationnelle de matériaux locaux et de nouvelles techniques de construction. En conséquence, un certain nombre d'organisations de construction adoptent actuellement sur une plus large échelle des nouvelles techniques de construction et de nouveaux matériaux et concepts, ce qui permet de réduire considérablement les prix de construction. On a également pris des mesures spéciales pour élaborer des principes directeurs concernant les paramètres et les méthodes de construction à faible coût. La National Building Organization s'est chargée de promouvoir l'adoption de ces principes directeurs. De même, elle a également proposé des améliorations dans la production des matériaux traditionnels et s'efforce d'introduire l'utilisation de matériaux de substitution dans le double but de réduire les coûts et de faire face à la pénurie de matériaux de construction traditionnels.

148. Outre la production de maisons préfabriquées, l'Hindustan Pre-fab Ltd., société d'Etat, se spécialise dans la production de plusieurs autres produits tels que béton précontraint, poteaux en béton pour les communications, panneaux en béton et blocs isolants en béton pour le cloisonnage. Elle entreprend des travaux de menuiserie et possède dans le nord de l'Inde de grands séchoirs pour le bois. Elle a normalisé certains éléments de construction à l'intention des constructeurs individuels et des organismes de construction.

149. Dans le domaine du logement en zone rurale, on s'est efforcé de promouvoir le développement de techniques de construction à faible coût et d'encourager l'amélioration des techniques et l'utilisation des matériaux de construction locaux. Les 12 services régionaux de construction en zone rurale de la NBO entreprennent des activités de recherche, de formation et de vulgarisation dans le domaine de la construction en zone rurale et de la planification des villages. Ils ont installé des ensembles de 10 à 20 logements ruraux à faible coût tout en assurant l'assainissement dans certains villages répartis dans le pays et en utilisant davantage les matériaux de construction locaux.

150. De nombreuses régions de l'Inde sont sujettes à des catastrophes naturelles telles que tremblements de terre, cyclones et inondations qui causent des dégâts aux établissements humains tant en zone rurale qu'en zone urbaine. En outre, de vastes étendues de terre sont menacées de désertification, ce qui se traduit pour le sol et la population par des perturbations dans l'équilibre naturel sol-végétation-eau. La conception et la construction de bâtiments et de maisons capables de résister aux catastrophes naturelles ont retenu l'attention de la NBO et d'autres instituts de recherche du pays.

151. Le contrôle des loyers relevant des Etats, la plupart des gouvernements des Etats ont promulgué des lois sur le contrôle des loyers qui assurent la protection des locataires contre l'expulsion et l'augmentation des loyers. Bien que ces lois soient en vigueur depuis des années, les loyers dans la plupart des immeubles ont continué d'augmenter, dans une large mesure parce que les locataires ne sont pas disposés à aller devant les tribunaux pour faire déterminer le montant normal du loyer. Dans tous les cas où les locataires ont fait appel aux tribunaux, les loyers sont restés stables ce qui, dans le cas des logements loués depuis longtemps, s'est traduit, du fait de l'inflation, par une réduction importante du revenu réel des propriétaires. De ce fait, les immeubles sont parfois mal entretenus. On s'efforce actuellement d'établir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et ceux des locataires.

/...

152. Le tableau ci-après montre les progrès réalisés dans le cadre de divers programmes de logements sociaux exécutés dans le pays.

Etat indiquant les progrès réalisés au 31 décembre 1981 dans le cadre de divers programmes de logements sociaux depuis leur création

Programmes	Nombre de maisons		Montant approuvé
	Approuvées	Achevées	
1. Programme intégré de logements subventionnés pour les travailleurs industriels et les couches les plus défavorisées de la société	252 694	188 871	126,57
2. Programme de logements pour les groupes à faible revenu	433 425	342 639	239,41
3. Programme de logements subventionnés pour les travailleurs des plantations	39 625	23 336	-
4. Programme de logements pour les groupes à revenu moyen	55 775	45 741	122,62
5. Programme de logements à usage locatif pour les employés des gouvernements des Etats	39 411	35 023	62,21
6. Programme d'assainissement et d'élimination des taudis	169 475	124 694	-
7. Programme de construction de logements dans les villages	104 257	70 395	26,37
Total	1 094 662	830 699	
	Superficie des terres		Montant approuvé
	Acquises	Aménagées	
8. Programme d'acquisition et d'aménagement de terres	3 436 803	1 859 570	184,06

/...

Etat indiquant les progrès réalisés au 31 décembre 1981 dans le cadre de divers programmes de logements sociaux depuis leur création (suite)

	Nombre de familles remplissant les conditions requises dans les Etats et territoires de l'Union	Nombre de familles ayant reçu des terrains à bâtir, y compris des terrains non aménagés	Nombre de terrains à bâtir aménagés	Nombre total de maisons construites sur des terrains à bâtir distribués
9. Octroi de terrains à bâtir et construction de logements rudimentaires pour les travailleurs sans terre des zones rurales	12 501 486	8 634 349	2 474 223	1 516 539

III. ARTICLE 12 : DROIT A LA SANTE PHYSIQUE ET MENTALE

153. La Constitution indienne stipule que "l'Etat considérera comme l'un de ses devoirs essentiels d'élever le niveau de l'alimentation et le niveau de vie de la population, et d'améliorer la santé publique". Pour donner effet à cette directive, l'Inde a accordé à la santé la priorité voulue. La santé publique relève principalement de la responsabilité des gouvernements des Etats. Il n'en reste pas moins que le gouvernement central guide, parraine et appuie des programmes majeurs d'amélioration de la santé de la population. Chaque fois que les circonstances l'exigent, le Ministère central de la santé et de la protection de la famille envoie des instructions et des directives de politique générale aux gouvernements des Etats. Les conseils centraux de la santé et de la protection de la famille, qui regroupent tous les ministres de la santé des Etats, fournissent des avis au Ministère central sur diverses questions de politique générale touchant les programmes de santé et de protection de la famille.

154. Le principal objectif du sixième plan quinquennal (1980-1985) dans le domaine de la santé consiste à fournir de meilleurs soins de santé primaires et de meilleurs services médicaux aux zones rurales, aux zones tribales ainsi qu'aux groupes défavorisés de la population. Cette politique s'inspire du principe selon lequel "les besoins de la masse doivent prévaloir sur ceux de la minorité". Cette planification en matière de santé illustre la volonté de la nation d'atteindre l'objectif de "la santé pour tous d'ici l'an 2000".

155. Parmi les diverses mesures qui ont été prises dans le domaine des soins de santé et du développement sain des enfants, on peut citer des mesures concernant la supervision prénatale, les services d'accouchement et les soins postnataux, au sujet desquels des renseignements sont fournis dans la section 1 ci-dessus. En outre, le Gouvernement indien a adopté les mesures ci-après.

1. Soins à la mère

156. Immunisation contre le tétanos. Les femmes enceintes sont immunisées contre le tétanos. Cette mesure a pour objet de protéger les mères et leurs nouveaux-nés du risque d'infection tétanique au moment de l'accouchement.

157. Prophylaxie contre l'anémie nutritionnelle. L'anémie d'origine nutritionnelle est courante chez les femmes et figure parmi les principales causes de mortalité liée à la maternité. Des suppléments de fer et d'acide folique sont administrés aux femmes enceintes afin de satisfaire leurs besoins quotidiens et d'empêcher l'apparition de cette maladie.

158. Santé et éducation nutritionnelle. Des rudiments d'hygiène sont donnés aux femmes enceintes au cours de leur grossesse et on leur indique le régime qu'elles doivent suivre pour satisfaire tous leurs besoins alimentaires ainsi que ceux du fœtus.

159. Suppléments alimentaires. Outre la formation qui est administrée aux femmes au sujet du régime qu'elles doivent suivre au cours de la grossesse, chaque fois que c'est possible, des suppléments alimentaires sont directement distribués aux femmes enceintes, en particulier celles qui appartiennent aux couches socio-économiques les plus basses de la société, afin de leur donner des calories et des protéines supplémentaires.

160. Programmes de soins de santé pour l'enfant. Des dispensaires spéciaux sont mis en place dans les hôpitaux pour enfants ainsi que dans les centres de soins de santé primaires et les centres auxiliaires des villages, afin de fournir aux mères une orientation et des conseils sur les soins à donner aux enfants en bas âge. Ces dispensaires assurent des visites médicales aux enfants, fournissent des soins thérapeutiques, procèdent à des immunisations, distribuent des suppléments alimentaires spéciaux et donnent aux mères une formation dans le domaine de la santé et de la nutrition.

161. Allaitement au sein. L'allaitement au sein constitue le principal mode d'alimentation des nouveaux-nés en Inde. Il est courant pour les femmes des milieux ruraux de nourrir leur enfant au sein jusqu'à l'âge d'environ 2 ans. Les femmes qui appartiennent à l'élite urbaine et celles qui travaillent cessent cette pratique plus tôt. La préparation à l'allaitement au sein commence au cours de la période prénatale par un examen du sein de la future mère ainsi que de son alimentation ainsi que par la fourniture de conseils de santé au cours de la période postnatale.

2. Soins à l'enfant

162. Immunisation des enfants. Les enfants sont immunisés contre la tuberculose, la variole, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos. De plus, actuellement, un vaccin contre la poliomyélite, administré par voie orale, est distribué aux enfants des zones urbaines. Les enfants des écoles sont en outre immunisés contre la typhoïde. Les immunisations s'effectuent selon le programme suivant :

Programme d'immunisation

163. Dès leur naissance, les enfants sont exposés à divers problèmes de santé et notamment à des maladies transmissibles. La résistance naturelle contre la maladie est assez faible chez l'enfant, de sorte que celui-ci tombe facilement malade.

164. L'immunisation a pour objet de renforcer la résistance ou les mécanismes de défense chez l'enfant et de permettre ainsi à son corps de lutter contre les infections et de les vaincre.

165. L'immunisation est nécessaire pour protéger l'enfant contre les infections. Elle doit se faire dès la tendre enfance et elle doit être suivie de rappels périodiques.

Programme de vaccinations

Période prénatale

Vaccination

Mère enceinte de

16 à 20 semaines

Toxoïde tétanique (première dose)

20 à 24 semaines

Toxoïde tétanique (deuxième dose)

36 à 38 semaines

Toxoïde tétanique (troisième dose)

Périodes post-natale

Enfant âgé de

3 à 9 mois

BCG

Diphtérie - coqueluche - tétanos, triple vaccin (trois doses administrées à un à deux mois d'intervalle);

Vaccin contre la poliomyélite (vaccin triple administré par voie orale) (trois doses administrées à un à deux mois d'intervalle)

9 à 12 mois

Vaccin contre la rougeole (dose unique)

18 à 24 mois

Triple vaccin contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos

5 à 6 ans (âge de scolarisation)	Vaccin bivalent contre la diphtérie et le tétanos (dose de rappel) Vaccin monovalent ou bivalent contre la typhoïde (dose unique) Un à deux mois plus tard, vaccin contre la typhoïde administré en une dose unique
10 ans	Dose de rappel de la toxoïde tétanique Vaccin monovalent ou bivalent contre la typhoïde (dose de rappel)
16 ans	Dose de rappel de toxoïde tétanique Vaccin monovalent ou bivalent contre la typhoïde (dose de rappel)

166. Vaccination prénatale. Deux doses au moins de toxoïde tétanique doivent être administrées aux futures mères qui se trouvent déjà à un stade de grossesse avancée. Quant aux femmes qui ont déjà été immunisées, il suffit de leur administrer une dose de rappel de toxoïde tétanique au cours d'une grossesse ultérieure, de préférence quatre semaines avant la date d'accouchement prévue.

167. Vaccination postnatale. Les âges indiqués sont considérés comme les plus propices à la vaccination. Cependant, si la première dose de triple vaccin est administrée avec un certain retard, il faut décaler d'autant les doses ultérieures. Le but de ce programme doit être de vacciner l'enfant contre la variole, la tuberculose, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos ainsi que la poliomyélite avant qu'il atteigne l'âge d'un an. Les divers vaccins prescrits pour les différents groupes d'âge peuvent être administrés simultanément ; c'est le cas par exemple du triple vaccin BCG et du vaccin contre la poliomyélite ou encore du triple vaccin contre la variole et du vaccin contre la poliomyélite.

168. Lors de la première vaccination contre la typhoïde, les doses doivent être administrées à un à deux mois d'intervalle.

169. Prophylaxie contre la cécité causée par la carence en vitamine A. Les services de nutrition ont fait apparaître une prévalence de carence en vitamine A chez les enfants d'âge préscolaire. Ce phénomène, accompagné de malnutrition est considéré comme une cause importante de cécité chez l'enfant. Une nouvelle méthodologie visant à prévenir cette carence a été mise au point par les nutritionnistes du pays. Les enfants âgés de un à 5 ans reçoivent tous les six mois, dans des zones sélectionnées, 200 000 unités internationales de vitamines A administrées par voie orale sous forme de solution huileuse. Cela permet de protéger l'enfant des maladies causées par la carence en vitamine A. Chaque année, 25 millions d'enfants ont bénéficié de ces services.

170. Prophylaxie contre l'anémie nutritionnelle. L'anémie d'origine nutritionnelle est répandue chez les enfants dont l'alimentation n'est pas suffisamment riche en fer et en acide folique. Pour éliminer ce phénomène, les services médicaux administrent chaque jour aux enfants un cachet contenant la dose recommandée de fer et d'acide folique. Les enfants qui ne peuvent avaler de cachet reçoivent cette dose sous forme liquide.

/...

171. Programme de planification de la famille. L'une des manières les plus sûres d'améliorer la santé de la mère et de l'enfant est de limiter la dimension de la famille. Ainsi, tous les programmes de soins à la mère et à l'enfant comportent un programme éducatif et des services de planification de la famille. L'ensemble des cliniques, des hôpitaux pour enfants, des centres et des centres auxiliaires de santé primaire et autres types d'établissement qui fournissent des soins de santé à la mère et à l'enfant fournissent, également dans le cadre de ces soins, des services de planification de la famille.

Mesures prises pour protéger et améliorer tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène du travail, pour prévenir la pollution de l'atmosphère, de la terre et de l'eau, pour combattre les effets nuisibles du développement urbain et de l'industrialisation, etc.

172. La Constitution indienne prévoit la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements des Etats. Dans la partie consacrée aux principes directeurs de la politique de l'Etat, l'article 42 A confère spécifiquement aux Etats la responsabilité de protéger et d'améliorer l'environnement et de sauvegarder les forêts ainsi que la faune et la flore du pays. L'annexe VII classe les différents domaines législatifs en trois catégories, ceux qui relèvent de la responsabilité du gouvernement central, ceux qui relèvent des gouvernements des Etats, et ceux qui relèvent des deux.

173. La Constitution comporte un certain nombre de dispositions prévoyant une collaboration étroite entre le gouvernement central et les gouvernements des Etats dans les questions concernant l'environnement. Ainsi, en ce qui concerne la pollution de l'eau, la loi de 1974 relative à l'eau prévoit à la fois la mise en place d'un organe de contrôle et de prévention de la pollution de l'eau au niveau du gouvernement de l'Union (Organe central) et d'un organe du même type au niveau de chaque Etat. L'Organe central établit des normes générales, en consultation avec l'Institution indienne de normalisation.

174. Les projets entrepris par les Etats dans le cadre du plan quinquennal bénéficient de l'assistance financière du gouvernement central. En ce qui concerne la protection de la faune et de la flore, par exemple, le Gouvernement de l'Union fournit un appui financier pour créer de nouvelles zones protégées, encourager la conservation de zones existantes et la reproduction, en captivité, de certaines espèces menacées d'extinction. Le gouvernement central procède également au recrutement et à la formation du personnel des services fédéraux qui est ensuite affecté aux divers Etats.

175. Outre le Ministère de l'environnement, trois importants conseils financent, coordonnent et dirigent la recherche dans le domaine de l'environnement. Il s'agit du Conseil de la recherche scientifique et industrielle, du Conseil indien de la recherche agricole et du Conseil indien de la recherche médicale. Le Gouvernement de l'Union appuie les activités de développement, notamment en fournissant des informations scientifiques par l'intermédiaire des nombreuses institutions qui relèvent de ces conseils.

3. Les principales lois sur l'environnement et leur application

176. Il existe en Inde un ensemble de lois relativement anciennes qui régissent certains aspects de l'environnement et de sa protection. On peut citer par exemple la loi bengalie de 1905 contre la pollution par la fumée, la loi indienne de 1908 sur les ports et la loi indienne de 1927 sur les forêts. Une loi a été adoptée plus récemment au niveau du gouvernement central. Il s'agit de la loi de 1962 sur l'énergie atomique. La plupart de ces lois n'avaient toutefois pas initialement pour objectif primordial la protection de l'environnement.

177. En ce qui concerne la qualité de l'eau, la loi sur (la prévention et le contrôle de la pollution de) l'eau est en vigueur depuis 1974. La loi de 1939 sur les véhicules automobiles habilite le gouvernement à réglementer les émissions de fumée, de vapeurs visibles et de cendres émanant des véhicules automobiles ainsi qu'à promulguer des règlements visant à réduire le bruit causé par la circulation routière. En outre, certains Etats possèdent leurs propres lois contre les nuisances causées par la fumée, lois qui réglementent notamment la construction de nouvelles usines. Le gouvernement central a pour sa part promulgué tout un ensemble de lois visant à lutter contre la pollution atmosphérique. La loi de 1981 sur (la prévention et le contrôle de la pollution de) l'air vise à améliorer la qualité de l'air et à prévenir, contrôler et réduire la pollution atmosphérique dans le pays. Cette loi s'applique à la plupart des industries.

178. Outre les lois de police qui renferment des dispositions visant à maintenir un bas niveau de pollution par le bruit, plusieurs Etats ont promulgué des lois limitant l'utilisation de haut-parleurs, etc., en vue de lutter contre ce type de pollution. La loi sur les véhicules automobiles oblige le gouvernement à prendre des mesures en vue de réduire le bruit causé par les véhicules.

179. La loi de 1958 sur le commerce maritime, telle qu'elle a été modifiée en 1974, interdit à tout navire de déverser du pétrole ainsi que tout composé pétrolier dans une zone "interdite" le long du territoire indien. Ces dispositions sont conformes à la loi de 1954 sur la prévention de la pollution marine par le pétrole, telle qu'elle a été modifiée en 1962 et en 1969.

180. La loi de 1958 sur les insecticides réglemente l'importation, la fabrication, la vente et l'utilisation de pesticides. Elle prévoit des mesures d'analyse et d'inspection ainsi que la mise en place de laboratoires à cet effet.

181. La loi de 1962 sur l'énergie atomique confère au Gouvernement de l'Union un contrôle total sur les substances radioactives et en particulier sur leur fabrication, leur possession, leur transfert, leur exportation, leur importation et leur élimination. D'autres lois, telles que la loi de 1946 sur les usines et la loi de 1954 sur la prévention de l'altération des aliments prévoient le contrôle de substances toxiques. En vertu de la loi sur les usines, par exemple, l'Inspecteur principal des usines peut restreindre la fabrication des substances toxiques s'il estime que les substances en question compromettent la santé des travailleurs.

/...

Relations entre le gouvernement, les industries, les organisations non gouvernementales et d'autres organisations

182. Le gouvernement encourage toutes les industries à entreprendre des activités de recherche-développement en vue d'assurer le traitement des effluents industriels. Tout investissement effectué dans ce domaine est exonéré de certains impôts. Le gouvernement finance en outre un nombre non négligeable de projets de recherche dont les résultats peuvent être utilisés dans l'industrie.

183. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales et d'institutions spécialisées, telles que l'Institut du génie sanitaire, l'Institut des ingénieurs chimistes, l'Institut national de recherche sur le génie de l'environnement, l'Institut indien de technologie, etc. sont assez actifs dans ce domaine et organisent des séminaires, des réunions de travail et des colloques en vue d'examiner les problèmes auxquels les industries doivent périodiquement faire face. Le gouvernement appuie ces activités qui bénéficient également, dans certains cas, de la coopération de la Fédération des chambres indiennes de commerce et d'industrie. Cette fédération est également représentée auprès du Conseil national pour la protection et le contrôle de l'environnement.

184. Certaines organisations non gouvernementales publient des périodiques ainsi que des brochures explicatives. Parmi les organismes qui font apparaître les problèmes de l'environnement aux masses, on peut citer la Société de New Delhi sur l'observation des oiseaux, la Société pour un environnement propre, la Société d'histoire naturelle de Bombay, la Fondation Gandhi pour la paix, la Société indienne pour la préservation de la faune et de la flore et la Société indienne pour l'environnement. Ces groupes examinent aussi certains problèmes régionaux et appellent l'attention du gouvernement sur les mesures souhaitées pour y faire face. Le Gouvernement indien a en outre créé un musée national d'histoire naturelle.

185. C'est à la lutte contre les maladies transmissibles et à leur élimination définitive qu'a été accordée la priorité la plus élevée.

186. Programme de services de santé ruraux. Un plan modifié d'activités a été introduit en 1977 dans le cadre de la lutte contre le paludisme. Les méthodes de contrôle intensifiées appuyées par des opérations de pulvérisation d'AP12 sur toutes les zones contaminées ont permis de réduire considérablement le nombre de cas de paludisme qui est passé de 4,7 millions en 1977 à 2,3 millions en 1981. On s'efforce également d'élaborer une stratégie appropriée de lutte contre la filariose rurale par le biais de projets expérimentaux, et d'autres mesures de lutte contre le filaire déjà en vigueur sont actuellement intégrées au programme de pulvérisation antipaludique.

187. Jusqu'en mars 1982, le programme de lutte contre la lèpre a permis de traiter 2,9 millions de cas sur un nombre total évalué à 32 millions. Le matériel perfectionné et autres équipements nécessaires sont fournis par un certain nombre de centres de soins de santé primaires des départements d'ophtalmologie et autres services d'ophtalmologie des facultés de médecine etc. en vue d'étendre le réseau de services de soins ophtalmologiques dans le cadre du programme national de lutte contre les déficiences visuelles et la cécité.

/...

188. Le programme de dépistage et d'éradication des maladies transmissibles sera intégré à d'autres programmes de santé, et l'ensemble de la collectivité pourra en bénéficier par l'intermédiaire d'un réseau de volontaires polyvalents formés dans le cadre de programmes de formation et d'emploi de travailleurs polyvalents financés par le gouvernement central. On prévoit aussi des activités de recyclage réalisées progressivement, au niveau unitaire et dans le cadre des programmes de santé et de protection de la famille.

189. La politique de l'Inde dans le domaine des soins de santé primaires a été dans l'ensemble guidée par les directives fournies par le Comité d'enquête et de développement de la santé de 1946 (Comité Bhore) ainsi que par le Comité d'enquête et de développement de la santé de 1961 (Comité Mudaliar). Cette politique a été entérinée par la Conférence internationale sur les soins de santé primaires qui a été organisée conjointement par l'Organisation mondiale de la santé et le FISE à Alma Ata (Union soviétique) en 1978.

190. Cette conférence visait à appeler l'attention de la communauté internationale sur le fait que les services de santé existants ne desservaient pas comme il le fallait la population rurale et les populations déshéritées des villes et de tenter d'obtenir des gouvernements la promesse qu'ils remédieraient à la situation.

191. L'Inde envisage actuellement d'appliquer, au cours du sixième plan quinquennal, le programme de soins de santé minimum dans les campagnes, en tenant compte de tous les facteurs appropriés à savoir les recommandations de la Conférence d'Alma Ata, la politique nationale de la santé, les vues de la Commission de planification, et les incidences financières. On trouvera ci-après la description des principaux projets et programmes.

4. Projets et programmes

Projet relatif aux travailleurs de santé polyvalents

192. Les diverses méthodes qui ont été utilisées en vue de fournir des soins de santé primaires aux populations rurales ont permis d'aboutir à un résultat historique à savoir l'élaboration du projet relatif aux travailleurs de santé polyvalents. Ce projet tente de réduire la stratification traditionnelle qui existe au niveau administratif et opérationnel dans les divers programmes relatifs à la santé. Les importants efforts qui ont été déployés en vue de remanier la politique et les stratégies d'administration de soins de santé primaires à la population rurale visent à assurer une utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre et à la répartir de manière à réduire l'étendue des zones desservies par les travailleurs périphériques et à confier à chacun d'entre eux la responsabilité de fournir des soins de santé primaires complets aux collectivités rurales.

193. Actuellement, les travailleurs monovalents reçoivent une formation et un recyclage visant à les intégrer au projet. Les hommes qui exercent les fonctions de travailleurs de santé monovalents (travailleurs de santé de base, assistants sanitaires spécialisés dans la protection de la famille, vaccinateurs, etc.) ont le titre de travailleurs de santé. Les infirmières auxiliaires et les sages-femmes sont appelées travailleuses de santé. Chacun de ces travailleurs et travailleuses doit desservir une population de 5 000 personnes. Quatre travailleurs sont placés

/...

sous la supervision d'un assistant de santé qui peut être soit un contrôleur sanitaire, soit un inspecteur de santé, soit un inspecteur de la lutte contre le paludisme ou un superviseur de la lutte contre la variole, etc. Quatre travailleuses de santé sont supervisées par une assistante de santé qui peut être soit un agent de santé itinérant soit une infirmière de santé publique. Chaque équipe composée d'un travailleur et d'une travailleuse sanitaires a pour rôle de fournir une gamme complète de soins de santé primaires (traiter les maladies légères par exemple) à la population de leurs zones respectives et de renvoyer les malades qu'ils ne peuvent soigner aux médecins des centres de santé primaires.

194. Jusqu'ici, selon les derniers renseignements disponibles (au 1er avril 1982), le programme de formation prévu dans le cadre de ce projet a été mené à bien dans 265 districts (sur un total de 410) et dans 3 673 centres de santé primaires (sur un total de 5 568). En 1982-1983, ce programme de formation aura été mené à bien dans l'ensemble du pays. Selon les renseignements disponibles au 1er avril 1982, 10 204 médecins des centres de santé primaires, 4 493 éducateurs - vulgarisateurs de secteurs, 20 635 assistants de santé, 9 244 assistantes de santé, 70 851 travailleurs polyvalents et 46 549 travailleuses polyvalentes ont été formés dans le cadre du projet de formation des travailleurs polyvalents.

Projet relatif aux guides sanitaires

195. Dans une des recommandations du Comité sur l'éducation médicale et sur la main-d'oeuvre d'appui qui remonte à 1973, il était prévu que l'on procéderait à la mise en oeuvre rapide du projet relatif aux travailleurs polyvalents et que l'on introduirait dans les villages, en s'appuyant principalement sur les agents de santé volontaires, le projet de soins de santé en trois phases qui a été désigné par la suite sous le nom de projet des "guides sanitaires". Le projet a été lancé le 2 octobre 1977. A l'issue de l'application du projet en trois phases, on a procédé à un examen général du déroulement de ce projet, en tenant compte de l'expérience acquise, des difficultés rencontrées au cours des trois phases et des tâches qui restaient à accomplir.

196. Afin de veiller à ce que la communauté et les volontaires réalisent comme il se doit les objectifs de base du projet et son but, qui consiste à assurer la participation de la collectivité et à mettre en place un cadre de volontaires issus de cette communauté qui soient motivés et qui reçoivent une formation en vue de fournir des soins de santé primaires et un enseignement sanitaire à la collectivité, on a décidé de baptiser ce projet "Projet des guides sanitaires" et de désigner les volontaires du nom de "Swasthya Sahayika/Bahayak". Les administrations des Etats ont la latitude de rebaptiser ce projet et de donner aux guides sanitaires un nom dans la langue locale ou régionale afin de rendre compte du caractère fondamental du projet et du rôle de ces guides.

197. Au terme de la formation, on prévoit qu'il y aura un guide sanitaire pour chaque village doté d'une population de plus de 1 000 habitants. Les guides devront fournir, dans chaque village, des soins de santé primaires visant à prévenir les maladies et à promouvoir la santé de la population ainsi qu'à soigner les maladies légères. La formation des guides sanitaires constitue une tâche gigantesque. D'ici 1983-1984, il faudra que chaque village du pays dispose d'un guide de santé qualifié, et il y a environ 600 000 villages.

/...

198. Enfin, le projet de santé rurale commence avec le guide sanitaire qui est choisi au village par sa collectivité et qui souhaite se mettre à son service. Ce stagiaire volontaire reçoit au cours de ses trois mois de formation une instruction de base dans le domaine des soins de santé et de la protection de la famille. L'accent est mis cependant sur la promotion de la santé et la prévention des maladies, auxquelles s'ajoutent quelques éléments simples de traitement et de premiers soins. Le volontaire reçoit également une formation simple en matière d'orientation des malades et il est familiarisé avec les pratiques médicales traditionnelles de sa localité. Ses activités sont supervisées par le Comité sanitaire du village.

199. Les principales fonctions des guides sanitaires sont de contribuer à l'éradication du paludisme, à prélever des échantillons sanguins aux patients souffrant de fièvre, à administrer un traitement préventif, à contribuer à la prévention des maladies transmissibles et à aider les travailleurs de santé à organiser les services d'immunisation, d'assainissement de l'environnement, de soins de santé à la mère et de protection de la famille. Les guides sanitaires doivent également identifier les cas de malnutrition. Ils doivent en outre notifier aux autorités les naissances et les décès et traiter les maladies légères. Sa formation terminée chaque guide reçoit un manuel et est régulièrement approvisionné en médicaments.

200. Ce projet constitue un premier pas dans la mise en oeuvre de la méthodologie du sixième plan qui consiste à encourager et à motiver la population pour qu'elle s'organise et qu'elle administre ses propres services de santé avec l'appui actif du gouvernement. Dans le cadre de cette politique, les fonctionnaires de santé relèvent en dernier ressort de la collectivité représentée par le guide sanitaire et le Comité sanitaire du village. Des mesures ont été prises en vue de procéder à la mise en place de comités sanitaires de village dans chaque agglomération rurale. Ces comités sont composés de cinq membres élus par le Panchayat du village ou la communauté villageoise ou le Ganon Sabha. L'on prévoit que ces comités joueront un rôle actif dans la mise en oeuvre du projet des guides sanitaires.

201. Au 1er avril 1982, 191 441 guides sanitaires avaient été formés. Il convient de souligner que des améliorations ont été apportées au projet afin qu'il puisse être mis en oeuvre plus rapidement et pour qu'il soit possible en particulier de mettre en place un cadre organisationnel et un cadre d'orientation efficaces. Le 1er avril 1982, le projet a été transformé en projet central bénéficiant d'une assistance totale dans le cadre du programme de protection de la famille.

202. Aucun effort n'a été épargné en vue d'assurer que le projet soit achevé en 1983-1984. On prévoit que d'ici la fin de cette période, chaque village ou chaque agglomération de plus de 1 000 habitants aura un guide sanitaire. Il a été également prévu de nommer un médecin dans chaque centre de santé primaire appliquant le projet. On espère donc que d'ici 1983-1984 plus de 5 000 médecins supplémentaires auront été affectés aux centres de santé primaires.

Programme de formation de dais

203. Afin de permettre aux femmes d'accoucher dans de bonnes conditions d'hygiène, le Gouvernement indien attache une grande importance à la formation des accoucheuses traditionnelles (dais). Les pratiques utilisées par les accoucheuses traditionnelles qui n'ont pas bénéficié d'une formation spéciale constituent en effet l'une des principales causes de mortalité chez les nouveaux-nés et les mères. Afin de remédier à cette situation, il a été décidé de former une accoucheuse traditionnelle dans chaque village afin d'améliorer les services de sages-femmes.

204. Selon les renseignements disponibles au 15 avril 1982, 386 483 dais ont été formées depuis le début du programme. Il a été décidé qu'en 1982-1983, 75 000 dais seraient formées dans les territoires des Etats et de l'Union. Aucun effort ne sera épargné en vue de former une dai dans chaque village d'ici 1982-1983.

Réorientation du projet d'enseignement médical

205. Afin de réorienter l'enseignement médical et d'améliorer les services de santé dans les zones rurales, il a été décidé de placer trois centres de santé primaires sous la responsabilité de chaque faculté de médecine. Il existe actuellement 106 facultés de médecine en Inde; le projet s'appliquera donc à 318 centres de santé primaires. Chaque faculté de médecine a été dotée de trois dispensaires mobiles entièrement équipés, chargés de fournir des services de santé sur le terrain à la population des zones rurales. Les professeurs et les étudiants des écoles de médecine et les membres du personnel des centres de santé primaires intéressés mettront leurs services à la disposition des villages éloignés par l'intermédiaire de ces dispensaires. Trois dispensaires mobiles seront affectés à chacun des trois centres de santé primaires relevant des diverses facultés de médecine.

206. Dans le cadre de ce projet, les professeurs et les étudiants en médecine pourront non seulement acquérir une expérience directe des problèmes de santé des collectivités, mais également fournir des services médicaux ou des services de santé spécialisés à des personnes qui normalement ne peuvent bénéficier de ces services.

Programme révisé de satisfaction des besoins minimaux

207. Le programme de satisfaction des besoins minimaux, qui comprend notamment la mise en place de centres et de centres auxiliaires de santé primaires, l'amélioration des centres de santé primaires et la construction de locaux pour les centres et les centres auxiliaires ainsi que des logements pour le personnel, et qui a été transformé en programme d'état est l'un des éléments les plus importants du programme de santé rurale.

208. Au 1er avril 1981, 5 568 centres de santé primaires et 51 192 centres auxiliaires avaient été mis en place.

/...

209. Au terme des consultations touchant le plan annuel (1982-1983) qui ont eu lieu au sein de la Commission de la planification entre les représentants des Etats et ceux du gouvernement central, la position en ce qui concerne la création de centres et de centres auxiliaires de santé primaires, de centres de santé subsidiaires et de centres de santé primaires améliorés a été modifiée. La nouvelle position est décrite ci-après :

Etat des progrès réalisés dans le cadre du programme de
satisfaction des besoins minimaux

Progrès réalisés	Nombre de			
	Centres auxiliaires	Centres de santé subsidiaires	Centres de santé primaires	Centres de santé améliorés
Centres existants au 1er avril 1980	49 049	2 112	5 484	218
Objectifs du sixième plan quinquennal (1980-1985)	37 940	2 270	756	315
Centres créés au cours de la période 1980-1981	2 143	231	84	81
Centres créés au cours de la période 1981-1982 (chiffres provisaires)	8 319	319	171	52
Objectif pour 1982-1983	7 931	783	209	76
